

# La connaissance et la perception de l'action de l'Union européenne auprès des Français

*Synthèse des principaux enseignements  
de la phase qualitative*

*Cette enquête a été réalisée par l'Ifop dans le  
cadre du plan de communication interministériel  
relatif aux projets cofinancés en France par  
l'Union européenne.  
Elle a été cofinancée par l'Union européenne*

# Sommaire

Note méthodologique .....	3
1. L'Union européenne : une entité institutionnelle avec laquelle ses concitoyens entretiennent une relation distante et méfiante, faute de visibilité suffisante de ses apports.....	5
1.1. L'Union européenne : une image dont les volets positifs existent en spontané mais demeurent fragiles et peu constitués face à la prégnance des doutes et des questionnements qu'elle suscite.....	5
1.2. Les apports de l'Union européenne : une évaluation d'autant plus difficile que l'on descend à un niveau micro .....	16
1.3. Des attentes relativement primaires à l'égard de l'Union européenne : information, proximité et inscription des actions dans le concret.....	22
2. Les fonds européens : une émanation financière et technique de l'Union européenne, qui concentre suspicions et questionnements .....	26
2.1. Un niveau de notoriété des fonds européens quasiment nul qui génère un univers de représentations fait de distance, de questionnements multiples et de doutes.....	26
2.2. L'absence de connaissance différenciée des fonds européens illustre le caractère globalisant et indistinct de leur image spontanée .....	34
3. L'évaluation de certaines réalisations financées par les fonds européens : un effet plutôt favorable en termes d'image, véhiculant les dimensions de proximité, d'efficacité et le caractère concret qui leur faisaient défaut en spontané .....	46
3.1. Les enseignements généraux.....	46
3.2. Evaluation détaillée de quelques réalisations FSE .....	50
3.2.1. <i>Piste audio 2 (jeunes Seine-Saint-Denis / CSP intermédiaires- Martinique / Agriculteurs-Artisans Limousin)</i> .....	50
3.2.2. <i>Piste audio 3 (CSP+ Grenoble / CSP- Valenciennes/ CSP intermédiaires Lorient)</i> .....	51
3.2.3. <i>Piste audio 25 (CSP intermédiaires Martinique)</i> .....	53
3.2.4. <i>Piste audio 27 (CSP- Valenciennes)</i> .....	53
3.2.5. <i>Piste audio 33 (CSP+ Grenoble)</i> .....	54
3.2.6. <i>Piste audio 13 (CSP intermédiaires Lorient)</i> .....	54
3.2.7. <i>Piste audio 23 (Agriculteurs-artisans Guéret)</i> .....	55
3.2.8. <i>Texte sur l'école de la deuxième chance (Jeunes, Seine-Saint-Denis)</i> .....	56
3.3. Evaluation détaillée de quelques réalisations du FEDER .....	57
3.3.1. <i>Film sur le quai d'Aubervilliers (Jeunes, Seine-Saint-Denis)</i> .....	57
3.3.2. <i>Texte sur Alpine Public Procurement Services (CSP+, Grenoble)</i> .....	58

3.3.3. Film sur Roubaix « quand la ville s'éveille » (CSP-, Valenciennes).....	59
3.3.4. Texte sur le nouveau complexe hospitalier (CSP intermédiaires, Martinique)	
60	
3.3.5. Texte sur la téléphonie avancée en Corrèze (Agriculteurs-artisans, Guéret)	61
3.3.6. Embarquement pour la culture (CSP intermédiaires, Lorient).....	61
3.4. Evaluation détaillée de quelques réalisations du FEOGA / LEADER.....	62
3.4.1. Texte sur le Nautibus (Jeunes, Seine-Saint-Denis / Agriculteurs-artisans, Guéret).....	62
3.4.2. Texte sur les fermes relais en Ardèche (CSP+, Grenoble) .....	63
3.4.3. Texte sur le plan d'accompagnement pour l'agriculture durable (CSP-, Valenciennes).....	64
3.4.4. Texte sur le PRAM (CSP intermédiaires, Martinique) .....	65
3.4.5. Film sur la qualité de l'eau des rivières (CSP intermédiaires, Lorient) .....	66
3.5. Evaluation détaillée d'une réalisation IFOP : Pêcherie de langoustine (CSP intermédiaires, Lorient).....	66
4. Les axes de communication sur les fonds européens : un ancrage dans le concret et la proximité qui plait dans l'ensemble, mais ne fonctionne pas toujours pleinement .....	68
4.1. Les supports de communication testés : des supports audiovisuels plutôt impactants, les autres supports semblant moins porteurs en l'état .....	69
4.2. Le logo « L'Europe s'engage... » : une signature plébiscitée mais des optimisations souhaitées quant à l'aspect visuel .....	83

## Note méthodologique

Etude réalisée pour : CNASEA - DIACT, en partenariat avec le Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi, le Ministère de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités territoriales et le Ministère de l'agriculture et de la pêche

Méthodologie : Qualitative par réunions de groupe

Echantillons : 6 réunions de groupe, réparties de la façon suivante,

- **Ile-de-France** : 5 hommes, 5 femmes, âgés de 20 à 28 ans, étudiants, jeunes à la recherche d'un emploi et jeunes actifs, dont les 2/3 ont voté « non » au référendum sur le traité constitutionnel, habitant le département de la Seine-Saint-Denis.
- **Rhône-Alpes** : 5 hommes, 5 femmes, âgés de 35 à 55 ans, professions libérales, cadres supérieurs et professions intermédiaires, dont les 2/3 ont voté « oui » au référendum sur le traité constitutionnel, habitant Grenoble et des environs.
- **Nord-Pas-de-Calais** : 5 hommes, 5 femmes, âgés de 25 à 50 ans, ouvriers et employés, dont les 2/3 ont voté « non » au référendum sur le traité constitutionnel, habitant la région de Valenciennes.
- **Limousin** : 5 hommes, 5 femmes, âgés de 30 à 60 ans, agriculteurs, artisans et professions intermédiaires vivant en milieu rural, dont les 2/3 ont voté « non » au référendum sur le traité constitutionnel, habitant autour de Guéret.
- **Bretagne** : 5 hommes, 5 femmes, âgés de 25 à 50 ans, employés et professions intermédiaires, dont les 2/3 ont voté « oui » au référendum sur le traité constitutionnel, habitant Lorient et ses environs.
- **Martinique** : 5 hommes, 5 femmes, âgés de 25 à 50 ans, employés, dont les 2/3 ont voté « oui » au référendum sur le traité constitutionnel.

Date de réalisation : Du 10 au 22 janvier 2008

Mode de lecture : Les propos indiqués en italique ou verbatim reproduisent mot à mot le discours des participants.

# 1. L'Union européenne : une entité institutionnelle avec laquelle ses concitoyens entretiennent une relation distante et méfiante, faute de visibilité suffisante de ses apports

## 1.1. L'Union européenne : une image dont les volets positifs existent en spontané mais demeurent fragiles et peu constitués face à la prégnance des doutes et des questionnements qu'elle suscite

L'imaginaire associé à l'Union européenne se nourrit d'évocations spontanées sensiblement similaires parmi toutes les cibles interrogées, qui montrent :

- un univers riche de représentations positives, valorisant les atouts *potentiels* que celle-ci peut représenter, légèrement plus marqué parmi les CSP+ et les jeunes, et qui fonctionnent comme autant d'éléments rassurants dans un monde contemporain inquiétant ;
- ces perceptions positives sont pourtant très vite contrebalancées par un faisceau de représentations beaucoup plus négatives reposant principalement sur un manque de connaissance, de proximité et d'appropriation de ce que l'Union européenne représente concrètement pour chacun. Ces postures de mises à distance s'expriment alors, de façon encore plus sensible, parmi les CSP- et les professions intermédiaires.

### *1.1.1. L'Union européenne : un espace des possibles séduisant, auquel on peut adhérer pour se rassurer face aux enjeux et aux craintes liées au monde actuel*

Les éléments d'attractivité associés à l'image de l'Union européenne valorisent transversalement l'idée de force et de puissance qui se traduisent aussi bien par l'espace élargi qu'elle propose à ses habitants que par la synergie qu'elle engendre.

- Les participants reviennent en premier lieu sur un périmètre géographique étendu, qui accroît les potentialités en son sein, qu'il s'agisse de la possibilité de circuler et de voyager librement, renforcée par deux facteurs facilitateurs évidents, à savoir l'abolition des frontières et la monnaie commune ou encore de l'ouverture et des échanges culturels, offrant ainsi un champ des possibles plus vaste.

*« Facilité de voyager, ouverture des frontières, ouverture culturelle, découverte, ouverture d'esprit, échanges entre les pays, tolérance, l'auberge espagnole, diversité culturelle, études à l'étranger, diversité des pays qui fait la richesse, pratique l'euro quand on voyage »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Cosmopolite, diverse, les échanges culturels, l'abolition des frontières, l'espace Schengen, liberté, un espace plus large que son propre pays »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Diversité, ouverture, échanges, voyages, vaste, ouverture des frontières, langues, diversité, amélioration des transports aérien, maritime, routier pour voyager au niveau prix et facilité, pour les études aussi, avec l'euro pas besoin de taux de change, on se repère plus facilement avec l'euro comme c'est le même partout »  
(Employés, Martinique)*

*« Suppression des frontières et la libre circulation »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

De façon plus mineure, l'Union européenne se voit valorisée pour son marché du travail potentiellement prometteur mais cet élément d'attractivité se trouve vite relativisé par des perspectives concrètes qui ne paraissent pas aussi porteuses (cf. infra).

*« Travail, emploi, travailler en communauté, une fourmilière »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« La possibilité d'aller travailler à l'étranger, mes enfants sont tous partis parce qu'ils étaient moins payés en France qu'ailleurs »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

- L'Union européenne rassure également par son **poids plus conséquent dans le monde actuel** où l'effet volume joue à plein et où la taille nationale semble critique pour permettre d'asseoir sa place face aux Etats-Unis ou aux géants émergents comme l'Inde ou la Chine. En filigrane, l'image d'une « Europe puissance » domine les perceptions positives selon les modalités suivantes :
- **une puissance économique indéniable**, construite grâce à des échanges anciens, fructueux et des coopérations dont Airbus illustre encore aujourd'hui un fleuron symbolique fort.

*« Commerce, Airbus, tigre pour la puissance économique »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Les échanges économiques, je travaille dans la santé avec les différents pays européen donc ça me concerne de près »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

- une puissance monétaire rassurante, dont témoigne la force de l'euro face au dollar par exemple.

*« L'euro, la monnaie unique, un animal qui court vite car l'euro est plus fort que le dollar »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« avec la Banque Centrale Européenne on arrive à une situation où l'on est quand même moins confronté à des périodes d'inflation qu'avant. On avait de gros problèmes de dévalorisation du franc par rapport au mark, on était à chaque fois obligé de baisser. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

- Enfin, mais dans une moindre mesure, une puissance politique et diplomatique renforcée, que ce soit pour contrebalancer la prépondérance américaine comme pour faire face aux menaces actuelles, terroristes notamment.

*« Sécurité, grande place dans le monde, défense, force, entraide face au terrorisme, protection, puissance politique »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Puissance, un lion, on se sent plus forts, groupés »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« ça peut apporter un équilibre entre les 3 puissances mondiales, un équilibre de masse. La France toute seule était trop petite, et maintenant tous ensemble on est plus gros et on peut faire valoir des idées. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*



Sur cette base d'atouts potentiels évidents, l'inscription de l'Union européenne dans un processus de longue haleine et dans une dynamique progressive est également un gage de réassurance possible. Parmi les quadras et les quinquas surtout, l'éloignement du spectre des conflits intra-européens aux origines de

l'engagement européen est un élément d'adhésion non négligeable, vecteur de pacification et de stabilité pour la zone.

*« Une fédération, un melting-pot, un continent, une grande histoire commune, la vache mythologique, le Minotaure mi-homme, mi-taureau »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« La libération, la paix, garantie de paix quand on sait que la dernière guerre n'est pas si loin que ça, on espère que nos enfants et petits-enfants vivront ainsi en paix »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

L'Union européenne se dessine également comme **un espace de coopération active, d'entraide, de solidarité visant l'équité**, qui tire les pays plus fragiles ou émergents vers le haut en les stabilisant aussi bien économiquement que politiquement et démocratiquement, à l'image d'une civilisation pacifiée en marche. Si l'Espagne, le Portugal, la Grèce ou encore l'Irlande illustrent une première vague d'intégration réussie, les participants appellent de leurs vœux une transposition possible avec la seconde vague des pays de l'Est (même si ceux-ci drainent parallèlement beaucoup de perceptions anxieuses).

*« Solidarité, égalité »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Elle a aidé la construction de certains pays comme l'Espagne ou l'Irlande »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Solidarité avec des pays qui étaient en retrait et qui ont beaucoup été aidés comme l'Espagne et l'Irlande, l'Italie, la Slovaquie, ils veulent mettre l'égalité »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« L'Europe doit permettre une meilleure évolution des pays de l'Est. C'est bénéfique pour eux »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

A ce stade, seul le groupe de Martinique mentionne l'idée d'une aide européenne sans faire mention des autres Etats membres, mais plutôt en référence à la France ou leur propre Département.

*« Bénéfique au niveau des aides pour les routes, les infrastructures, développement, aide matérielle, dans les cas d'intempéries aussi, aides à la formation, on peut plus facilement partir dans d'autres pays se former, aides pour les jeunes, la santé aussi où avant beaucoup devaient partir en métropole »*

*et maintenant ils peuvent se faire soigner en Martinique grâce aux aides sous forme technique et financière »  
(Employés, Martinique)*

Les plus europhiles arriment ainsi leurs espoirs sur l'idée d'harmonisation et d'approfondissement bénéfiques qui conduiront à terme à une Union dont la forme divise cependant : uniformisation et fusion pour les uns, coopération et juxtaposition pour les autres.

*« Union, réunir des pays comme les Etats des Etats-Unis, polyvalente, prometteuse, c'est l'avenir, ça commence à se mettre en place »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Uniformisation, porteuse d'harmonie et de paix, normes communes, des lois au niveau européen sur la protection de l'environnement, porteuse d'espoir, à construire »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« On pense à l'avenir de l'Europe, bloc, unification, un puzzle avec des éléments différents mais qui donnent un ensemble, essayons de faire une unité avec nos différences »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« ça peut devenir l'Union avec de l'harmonie et sans divisions, égalité statutaire : on est européen et on n'a pas besoin de se justifier »  
(Employés, Martinique)*

### ***1.1.2. Malgré un socle d'atouts potentiels porteurs, le faible niveau de connaissance et de proximité ressenti ancre solidement toutes les connotations anxieuses accolées à l'Union européenne***

Parallèlement, un tableau de représentations beaucoup plus sombre se dessine en effet, qui prédomine et tend à évacuer assez rapidement les connotations positives relevées précédemment. On dénombre notamment trois grands schémas dépréciant nettement l'image associée à l'Union européenne actuelle et à venir.

- Celle-ci se dessine rapidement, dans les discours, comme **une entité relativement abstraite**, dont les principes et le fonctionnement sont largement méconnus, sans fondement concret pour soi et sans rattachement réel à sa vie quotidienne. Dans ce contexte, la mise à distance des participants est forte et limite toute adhésion sur le principe des bénéfices concrets que l'Union européenne est censée apporter à ses concitoyens.

Force est de constater que le niveau de connaissance sur l'Union européenne (origines, fondements, Etats membres, principes de fonctionnement, acteurs, etc.) est plus qu'approximatif, et ce de façon criante parmi les CSP-, avec un paroxysme de méconnaissance en Martinique (le processus d'engagement européen est daté à moins de 20 ans ; la plupart cite 12 à 15 Etats membres).

*« On est combien ?, 28 ou 27 ?, 25 ?, 21 ?, des économistes, des politiques, des représentants politiques, un truc à Strasbourg, au Luxembourg et à Bruxelles, Bruxelles on est plus au courant, ça doit être un peu comme la France, ils doivent se réunir, c'est flou »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« On est gouvernés par tout ce qui est au Parlement, la présidence change tous les 6 mois, il y a des Députés européens qui sont élus pendant quelques années, c'est tellement compliqué, on ne sait pas comment ça marche, on ne sait même pas qui est-ce qui y est, je ne sais même pas si ça marche avec des Présidents, si c'est un bureau, une chambre comme au Parlement et ils élisent un Président, on n'en entend pas trop parler ou alors je n'y comprends rien, ils sont là-bas et ne parlent pas la même langue »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« C'est l'Europe des 12 non ?, 25 je crois, même 27 non ?, je ne savais pas du tout, nous étions 15 moi je croyais, l'Angleterre fait aussi partie de l'Europe ou pas ?, non ils ont refusé, je ne sais plus s'ils y sont entrés finalement, il me semble qu'ils faisaient partie des 15 déjà »*

*(Employés, Martinique)*

*« On ne sait pas, ça change tellement tout le temps qu'on ne sait plus quels pays fait partie de l'Union, on en était à 24 il y a quinze jours peut-être et ça a encore augmenté, on ne sait pas »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Le manque d'accessibilité et d'information émerge d'ailleurs très rapidement en spontané puisque la plupart déplorent l'absence de visibilité des bénéfices induits par l'Union européenne, notamment en termes de droits. En conséquence, l'Union européenne apparaît comme un sujet technique, complexe dont on peine à s'approprier les enjeux et face auquel on a tendance à adopter une posture pleine de méfiance, de doutes et de questionnements, voire de rejet.

*« Manque d'information sur les emplois, sur les droits de chacun, sur les études en Europe, on n'entend pas beaucoup parler des échanges, on ne sait pas quels*

*sont les effets négatifs de cette union, ses conséquences, ni même les effets positifs, on est noyé »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Quand ils ont fait le référendum ils n'ont pas arrêté de nous en parler et de nous bassiner pendant 3 mois mais de toute façon on n'a rien compris, on en entend un peu plus parler maintenant mais c'est pas pour ça qu'on comprend mieux ! »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Ca ne fait pas partie de mon quotidien car je ne suis pas assez informé, on ne sait pas forcément où on va, il y a un manque d'information et de communication »  
(Employés, Martinique)*

*« Il faudrait que ça soit plus ramené au niveau du citoyen. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Sur tout ce qui se passe au niveau de l'Europe, le vote sur les lois, j'ai beau lire journal, on va savoir qu'il y a un chat qui a été écrasé dans notre quartier mais pas forcément qu'il y a une loi qui a été votée au niveau de l'Europe »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- Des doutes émergent aussi rapidement sur une entité contradictoire, qui s'apparente pour certains à un leurre dont les principes théoriques fondateurs n'ont de réalité que le nom d'Union. Cette dernière semble régie dans les faits par le règne des différences et des inégalités voire d'une conflictualité interne plus ou moins visible. La mise en avant de cette dichotomie est systématique en spontané parmi nos différentes cibles.

*« Les pays ne partagent pas leurs idées entre eux, chacun fait ce qu'il veut, tout le monde n'a pas voté oui (...) il y a encore des dictateurs en Europe »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Absence de lois communes, pas encore d'égalité, sur l'Irak par exemple il n'y a pas eu une politique commune, il n'y a pas un Président, tout est à construire, un hydre, un caméléon, un zèbre, une gnôle où chacun boit à son petit goulot, désunie, pas solidaire, un Président qui tourne tous les 6 mois et essaye d'imposer son point de vue »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Il y a tellement de pays avec chacun sa culture et ses lois et un fonctionnement différent, ils ont voulu faire un Etat comme l'Amérique mais ils sont en train de merder en beauté !, on n'aura jamais un seul Président qui gouvernera tout le monde, les pays sont tellement différents les uns des*

*autres, c'est comme un building auquel on rajoute des étages alors que ces pays-là n'ont rien à faire là-dedans car on veut les mettre au même niveau de vie mais ça ne sert à rien, tout le monde devrait suivre le même chemin or si vous parlez d'environnement voyez de quoi on parle en ce moment en Italie avec les déchets, ça fait 61 ans mais il y a encore du chemin pour arriver à une Europe unie ! »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« L'Union européenne, elle est faite géographiquement, mais pas économiquement et fiscalement. C'est l'inégalité. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« L'Euro, on était obligé d'y passer. Les Anglais ne l'ont pas adopté eux ! »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

Il est important de noter sur ce point, qu'en Martinique, des revendications très nettes s'expriment sur une différence de traitement évidente à la défaveur de la Martinique, avec un glissement évident de la thématique DOM/métropole sur le terrain des enjeux européens.

*« Inégalité entre les pays, une pyramide, un gratte-ciel avec les riches en haut et les pauvres en bas, le Titanic où les riches sont en haut et les pauvres en bas, on n'a pas les mêmes droits qu'en métropole, on est soi disant un Département, on nous fait croire qu'on a les mêmes droits mais ce n'est pas vrai, c'est lié à la France surtout mais c'est aussi lié à l'Europe, on ne voit pas trop le changement parce que nos routes il faut encore un 4x4 pour arriver ici !, pas assez d'aides pour les jeunes, c'est difficile à obtenir, c'est bouché, on promet trop de choses »*

*(Employés, Martinique)*

- Enfin, d'aucuns font le constat d'une entité dont les potentialités positives restent évasives tandis qu'à l'inverse de nombreuses menaces voient le jour dont l'ancrage est d'autant plus prégnant dans les représentations que celles-ci touchent un niveau à la fois personnel et quotidien, mais également symbolique et collectif.

Transversalement, c'est avant tout une focalisation très marquée sur la question du pouvoir d'achat qui s'opère, avec une tension qu'on associe inéluctablement au passage à l'euro, de manière encore plus tenace parmi les CSP-. Ces dernières expriment ici le sentiment d'avoir été flouées dans la mesure où la création de l'euro n'a pas été suivie d'une progression du niveau de vie, contrairement à ce qui avait été promis.

*« Hausse des prix, baisse du pouvoir d'achat depuis l'euro »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« On est perdant avec l'augmentation des prix liée à l'euro, le pouvoir d'achat a baissé à cause de l'euro, avec le dollar ils ont le pouvoir d'achat mais pas nous »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« On est soumis aux mêmes normes et à l'euro quelque soit le niveau de vie, le pouvoir d'achat n'est plus le même depuis l'euro, il y a des abus, tout a augmenté, tout est cher sous prétexte que c'est l'euro, on ne s'y retrouve plus, avec 50 euros on ne peut plus rien faire, ça file comme l'eau, il n'y a pas eu assez de contrôle, le pouvoir d'achat a vraiment diminué »*

*(Employés, Martinique)*

*« L'Euro ça reste la monnaie des trusts, et ça a favorisé la hausse des prix. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Le pouvoir d'achat a beaucoup diminué, parce que tout a augmenté, on s'est fait avoir »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

A un niveau plus symbolique émerge également rapidement la thématique de la dilution identitaire et la menace de l'envahissement qui se décline selon plusieurs modalités : l'immigration des pays extérieurs à l'Union européenne à cause de l'abolition des frontières ; mais surtout la concurrence représentée par la main d'œuvre des pays européens à moindre niveau de vie (notamment les pays de l'Est), les délocalisations, etc.

*« Problèmes, insécurité, immigration de l'extérieur vers l'Europe »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Disparition des frontières, laxisme, absence de contrôle, plus d'étrangers qui vont venir chez nous, ceux des pays de l'Est, et ceux du Maghreb, inquiétudes vis-à-vis des emplois, on décentralise tout dans les pays d'à côté aussi bien la Slovaquie que l'Inde, la Chine, les délocalisations, on les met aux mêmes normes que nous et après le boulot s'en va, beaucoup d'entreprises vont à l'étranger »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Le chômage, beaucoup d'entreprises ferment et vont dans les Etats où les taxes sont moins élevées, là où la main d'œuvre est moins chère, dans les pays frontaliers »*

*(Employés, Martinique)*

*« Il y a des entreprises qui quittent les pays riches pour aller dans les pays pauvres, si on veut garder son boulot on part en Pologne avec un salaire qui fait quatre fois moins que ce qu'on a là donc.. »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Enfin, en droite ligne avec la précédente, la thématique de l'élargissement perpétuel accentue les connotations liées au manque de cohésion, d'efficacité et plus largement aux dysfonctionnements entachant sérieusement l'image de l'Union européenne. Les évocations négatives associées sont à la fois relatives au surcoût de l'élargissement pour des pays comme la France, à la montée du phénomène d'inertie et au manque perçu d'efficacité des processus décisionnels, mais également à la crainte d'une inversion du processus de solidarité avec une entité élargie qui tirerait l'ensemble dans le sens d'un alignement par le bas.

*« Une assiette à cause de l'impôt, on paie fort, on a payé toutes les infrastructures des pays qu'on a aidés »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Il faut voir si ça va continuer à s'agrandir, un jour ou l'autre il faudra bien qu'ils s'arrêtent, il y a encore des pays en attente, la Turquie même veut rentrer, on nous tire vers le bas, c'est le salaire de la peur pour les ouvriers »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Beaucoup de problèmes politiquement parlant : il faut consulter les chefs de gouvernement de chaque Etat au Parlement européen car il y a beaucoup d'adhérents maintenant »  
(Employés, Martinique)*

*« Disons que pour absorber de nouveaux pays qui n'ont peut-être pas la même capacité financière que nous, peut-être qu'en y allant plus doucement ça aurait été plus facile. Et puis pour s'entendre entre tous les différents pays... (...) On nous tire vers le bas »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

*« Alors que dans notre esprit, dans le mien en tout cas, c'est que les pays comme la Pologne, le Sud méditerranéen et les Balkans on pensait que ça allait plus nous tirer tous vers le haut, dans les faits, c'est le contraire »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*



Au final, ces perceptions renforcent l'image d'une Institution avant tout :

- politico-économique et non sociale, qui tend au libéralisme à outrance, place l'argent au centre de ses finalités et non l'humain (avec le spectre d'une américanisation possible de ses fondements, symbolisée par la peur d'une privatisation des services publics - cf. infra) ;
- technocratique, bureaucratique, élitiste, associant peu ses concitoyens en amont de ses choix, voire brouillant sciemment l'accès à l'information pour mieux asservir et soumettre à ses codes, ses normes et ses desseins cachés. En outre, se voit également dénoncée ce qui pourrait être appelée la « bureaucratie Bruxelloise ».

*« ça reste sur le terrain économique et politique mais après, c'est abstrait, ça ne me concerne pas dans la vie quotidienne, j'avais lu le document à l'époque du référendum en entier mais les 4/5ème du document on ne comprend pas grand chose, un peu trop législatif, des mots pas très accessibles pour nous en tant que simples citoyens »*  
(Jeunes, Banlieues du 93)

*« Le drapeau avec les étoiles, il manque l'efficacité et la transparence de ceux qui sont l'élite, complexe, opaque, pas dynamique car concrètement ça ne nous offre pas beaucoup de possibilités, manque de proximité, c'est surtout une Europe économique et élitiste, on impose les choses du dessus, ça serait bien que ça vienne plus de la base »*  
(Cadres supérieurs, Grenoble)

*« Compliquée, mal connue, grosse machine à sous, une organisation un peu difficile, une pieuvre, la longue marche par rapport au montage de dossiers pour avoir des subventions ou faire financer des actions, c'est une affaire de techniciens, de Ministres, pas très claire, pas très communicante, pas très à l'écoute du peuple, ils décident quelque chose et on est mis devant le fait accompli et on ne peut plus rien faire »* (Ouvriers et employés, Valenciennes)  
*« C'est comme le soleil : ça brille énormément mais on ne peut pas le toucher, beaucoup de choses qui ne se réalisent pas, on est en train d'adopter le système américain c'est-à-dire obliger tous les territoires à devenir autonomes ou privatiser et fusionner l'ANPE avec les Assedics, ils font ce qu'ils veulent, c'est comme s'ils avaient décidé pour nous, on nous impose, on est dedans parce qu'on n'a pas le choix, les gouvernements ont des bénéfices s'ils ont mis cette histoire d'euros »*  
(Employés, Martinique)

*« Une autocratie, dans le mauvais sens du terme. C'est des décrets, toujours plus des décrets... Le Parlement est inopérant. Et nous les citoyens, on n'a quasiment pas notre mot à dire »*  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)

## 1.2. Les apports de l'Union européenne : une évaluation d'autant plus difficile que l'on descend à un niveau micro

Sur relance, l'exploration des apports de l'Union européenne illustre la ténuité du lien que les personnes interrogées entretiennent avec cette entité. Ainsi l'expression des bénéfices reliés à l'Union européenne est-elle inversement corrélée au niveau de proximité.

Les bénéfices spontanés exprimés semblent relativement consensuels et se situent principalement à l'échelon planétaire, autour de l'idée de force et de puissance déjà évoquée précédemment. C'est principalement sur relance que s'expriment finalement les niveaux plus micro. Mais, plus on descend finement, plus les bénéfices sont difficiles à évaluer :

- à l'échelon national, l'expression de bénéfices possibles est mise en balance avec l'existence d'effets négatifs notables.
- à l'échelon régional, ces bénéfices sont encore moins identifiables et palpables.
- quant à l'échelon individuel, il est souvent purement évacué !

### *1.2.1 A l'échelon national : des apports économiques, financiers, diplomatiques et culturels, immédiatement nuancés par la menace d'une uniformisation et d'un nivellement inquiétants*

Sur relance, les principaux apports de l'Union européenne pour la France se cristallisent autour de cette Europe « puissance », qui permet de peser davantage dans une économie mondialisée et offre des garanties de stabilité bien plus grande que les Etats nationaux. Ainsi, la plupart des participants expriment les dimensions déjà abordées en spontané, au premier rang desquelles :

- L'assise monétaire grâce à la solidité de l'euro ;
- La puissance économique, en termes de compétitivité mais également de collaborations sur des projets dans certains secteurs clés (les secteurs à haute valorisation technologique comme l'aéronautique ou la recherche) ;
- La puissance diplomatique, notamment en contrepoids des Etats-Unis et, pour les jeunes uniquement, une place de la France prépondérante en tant que pays fondateur ;
- La dimension culturelle, les échanges, porteurs pour le tourisme, les systèmes éducatifs (Universités surtout).

*« Une protection supplémentaire, économique, défense, une sécurité supplémentaire, être autonome par rapport au reste du monde, l'Europe a l'air*

*d'avoir un poids dans le monde, la France est fondatrice, elle est leader avec l'Allemagne et l'Angleterre, des échanges culturels, le tourisme »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Une monnaie forte, si on avait gardé le franc on serait descendu non pas d'une marche mais de trois ou quatre »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Par rapport à la hausse du pétrole, là on peut réagir mieux parce qu'on est en euros. »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

A ce stade, apparaît la notion d'aide financière, sous forme de « *subventions* », en particulier dans le domaine agricole. Le terme « fonds européens » a ainsi pu être cité sporadiquement par un individu dans chaque groupe, sauf parmi les jeunes, pour des personnes ayant abordé de près ou de loin cette thématique dans un cadre professionnel.

*« Des subventions agricoles »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« La politique agricole commune a permis à des agriculteurs de continuer leurs activités alors qu'ils auraient peut-être dû arrêter sinon, il y a des régions ou des quartiers qui ont été réellement aidés par les fonds européens et qui n'auraient peut-être pas pu s'en sortir comme ça s'il n'y avait pas eu les aides »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

Mais parallèlement à ces apports pour la France, deux menaces voient le jour, qui mettent bien évidemment en balance les éléments positifs précédemment relevés :

- **La crainte d'une uniformisation**, porteuse de dilution identitaire dont la focalisation sur la normalisation des réglementations est une illustration manifeste (prolifération des restrictions, quotas, normes contraignantes...), surtout parmi les jeunes et les CSP+. Ce sentiment est d'autant plus prégnant parmi les agriculteurs et artisans rencontrés sur Guéret, qu'ils sont directement concernés dans leur activité par des directives européennes, qui tendraient à l'uniformisation des produits et par conséquent à la perte d'un certain savoir-faire.

*« Tu ne dois pas seulement répondre aux lois d'un pays mais aux lois de l'Europe dans chaque secteur ou métier, il y a des cas où ce n'est pas adapté »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Des contraintes supplémentaires en matière de normes : on n'aura plus le droit de faire certains fromages à base de lait cru, bureaucratique »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Il y a des directives qui définissent des critères qui font que des produits régionaux d'autrefois vont disparaître parce qu'ils ne sont plus dans la normalité souhaitée par l'Europe. Avec aussi la disparition de tout un savoir-faire. Pour moi, le savoir-faire il fout le camp. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

- **Le spectre d'un nivellement vers le bas**, avec deux crispations notamment autour des délocalisations et de la montée du chômage (davantage soulignées parmi les CSP- à Valenciennes et en Martinique) et, de façon plus mineure, la disparition des services publics à la française.

*« On décentralise parce que la main d'œuvre est moins chère »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Des délocalisations, ça n'aide pas à résoudre le problème du chômage, des problèmes de travail car toutes les frontières sont ouvertes et n'importe qui peut venir notamment les cadres très calés ; des Portugais qui viennent travailler dans le bâtiment et sont nourris et logés, ils ont des primes de chaleur, pareil pour les enseignants qui viennent de métropole ou les policiers qui ont la prime de chaleur et la prime de vie chère »  
(Employés, Martinique)*

*« Une privatisation des services publics comme La Poste, l'éducation comme en Angleterre »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« La fin des services publics, la privatisation de la santé »  
(Employés, Martinique)*

### **1.2.1 A l'échelon régional et individuel : des apports de moins en moins perceptibles et identifiables qui font douter du bien-fondé de l'existence de l'Union européenne pour ses concitoyens**

Les apports de l'Union européenne pour sa région ou soi-même sont en effet ténus. Dans la plupart des groupes, les premières réactions manifestent un embarras ou une difficulté à pouvoir énumérer des bienfaits à l'échelon micro. A défaut de pouvoir citer de tels bienfaits, on en déduit que l'Union européenne n'a pas vocation à agir au niveau de la région mais qu'elle se cantonne au plan national, avec une déclinaison des actions à mener localement à l'initiative exclusive des Etats membres.

*«Point d'interrogation, on n'en a pas beaucoup entendu parler, on est mal informé, on n'est pas concerné, ça reste vague, ça n'agit pas pour les régions, c'est plus la représentation des pays, mais pas la commune ou peu, l'Europe ne s'occupe pas de problèmes internes, les soucis des régions et des métiers c'est la France mais pas l'Europe, on n'en est pas à un stade assez avancé, c'est le pays lui-même qui s'occupe de son intérieur »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Je n'en sais rien du tout, aucune idée, ça passe par les mairies, les Conseils généraux plutôt, je ne pense pas que l'Union européenne ait été créée pour résoudre tous les problèmes du pays ou des régions, elle doit avoir des actions plus globales »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« C'est plutôt à la France qu'on demande tout ça mais la France découle de l'Europe et mieux vaut s'adresser au pape qu'à ses saints !, enfin on ne sait pas ! »  
(Employés, Martinique)*

Seuls les agriculteurs rencontrés sur Guéret, de par leur activité, identifient davantage les interventions et apports de l'Europe au niveau de leur région (ainsi qu'au niveau personnel) et mentionnent rapidement les subventions européennes visant au maintien des exploitations agricoles.

*« Les primes : les aides européennes pour l'agriculture. Ça aide beaucoup la Creuse. S'il n'y avait pas l'Europe, il y a plein de choses qui ne passeraient pas*

*chez nous : la Creuse c'est le département pauvre du Limousin, faut pas l'oublier. S'il n'y avait pas l'Europe, beaucoup d'emplois disparaîtraient. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

Parmi les autres groupes, seuls **quelques éléments** sont avancés en mineur, souvent le fruit d'un nombre restreint de participants. Il s'agit alors principalement :

- **de financements pour l'amélioration d'infrastructures** (aéroport à Grenoble, port et transports en Martinique) ou de **rénovations de quartiers** (Valenciennes), voire **pour la formation et les écoles** (Martinique).

*« Sur Roubaix le quartier tout près de la Brasserie : c'est un quartier qui a été rénové en partie avec des fonds européens, des classements de zones dans les bassins miniers qui ont donné lieu à des aides avec des plans comme le FEDER qui ont aidé à la restauration et à la réhabilitation (1 personne), la rénovation de Valenciennes, le tramway qui passe sur Denain et le Vieux-Condé : c'est les fonds de l'Union européenne et du Conseil général »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« ça nous a aidés au niveau des routes, des infrastructures, le port, le transport aérien et maritime, ils mettent que c'est aidé par l'Union européenne sur les panneaux avec les financements des fonds européens, des aides à la formation, les écoles »  
(Employés, Martinique)*

- **des échanges universitaires, manifestations culturelles ou des jumelages**, plus cités parmi les jeunes et les CSP+.

*« Peut-être les défilés, les manifestations culturelles ?, les jumelages entre les villes mais à part ça ? »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Des choses touristiques et culturelles, Erasmus, grâce à l'aéroport, les échanges culturels, les festivals de théâtre, une ouverture d'esprit, de plus en plus de voisins qui viennent des pays européens »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Le musée de Valenciennes, il y a deux ans Lille était capitale de l'Europe et ça a apporté beaucoup de choses culturellement (1 personne) »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Voilà, maintenant au niveau culturel il y a des festivals ou des mises en place d'activités, qui s'il n'y avait pas eu les subventions européennes n'auraient*

*pas été mises en place (...) par exemple je sais que pour l'université de Lorient il y a de l'argent européen mais je ne sais dans quelles proportions »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- de l'installation de multinationales (Valenciennes) ou de pôles de recherche ou d'activités de nouvelles technologies (Grenoble) ;

*« Beaucoup de projets de recherche, les nanotechnologies, les automatismes, sur le plan médical, l'aviation, dans mon métier (architecte) on a des techniques intéressantes qui viennent du froid »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« L'implantation de Toyota, Daimler, Michelin ça a du être fait par l'Europe (1 personne), les industries, les grandes entreprises » (Ouvriers et employés, Valenciennes)*

- du tourisme et de l'apport d'une manne financière supplémentaire (notamment en Bretagne).

*« Je crois qu'il y a quand même une importance très forte du tourisme, je pense que c'est un peu lié à l'euro, notamment en Bretagne »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Finalement, cette absence de connaissances inscrit fortement l'impression d'initiatives insuffisantes de la part de l'Union européenne à l'échelon régional et individuel, avec en particulier trois lacunes criantes sur le volet de :

- L'emploi et l'aide au déploiement de l'activité dans les secteurs clés de chaque région, notamment le tourisme ou l'agriculture en Martinique (a contrario, on cite à nouveau l'effet néfaste lié aux délocalisations), mais également la pêche en Bretagne où le principe des quotas imposé par Bruxelles mettrait en danger l'avenir de la profession de pêcheur.

*« Pas l'emploi, rien pour le tourisme, on ne peut pas prendre le bateau, la Guadeloupe est plus aidée sur le tourisme, l'agriculture ça ne va pas du tout car ils ont permis l'implantation d'OGM dans certains pays et pas dans d'autres »  
(Employés, Martinique)*

*« L'agriculture, la pêche ; les quotas, prenons l'exemple de l'anchois que tout le monde pouvait pêcher avant, maintenant ce n'est que l'Espagne qui peut, à ce niveau-là ça a vachement changé. Au niveau de l'agriculture c'est pareil parce qu'on nous impose des quotas de lait, de céréales »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- L'éducation, la formation notamment professionnelle (en vue d'une dynamisation au niveau de l'emploi, même si en spontané ont été citées les échanges universitaires notamment).
- Et parmi les CSP-, les mesures sociales à destination des populations les plus fragiles : ouvriers, personnes âgées, isolées, handicapées, etc.

*« Pas l'aide aux personnes défavorisés, aux sans-logis, aux gens qui galèrent, la classe ouvrière »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Les malheureux aussi sont oubliés, nous ça nous a apporté des soucis financiers, pas les gens en difficulté, le logement, les personnes âgées, l'humain »  
(Employés, Martinique)*



Cette incapacité à pouvoir nommer clairement des apports à l'échelon micro a d'ailleurs tendance à renforcer l'image d'une Union européenne au service des élites et des grands pouvoirs économiques et financiers.

*« C'est plutôt les grandes sociétés qui en bénéficient, les jeunes mais pas les personnes âgées, pas les personnes défavorisées car c'est élitiste »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« C'est les grosses têtes qui en bénéficient, les grosses communes comme Fort de France alors que les petites communes et les petits bourgs sont oubliés, les habitants sont oubliés en général de toute façon ! »  
(Employés, Martinique)*

### 1.3. Des attentes relativement primaires à l'égard de l'Union européenne : information, proximité et inscription des actions dans le concret

Le bilan de l'exploration sur l'Union européenne permet de dégager une grille de lecture assez simple des attentes récurrentes parmi toutes les cibles interrogées, dont les maîtres-mots sont :

- **Information et accessibilité**, afin de permettre au lien aujourd'hui inexistant avec l'entité Union européenne de se concrétiser et de mettre à jour les bénéfices induits par son existence à un niveau plus micro.
- Au-delà, c'est l'attente d'une visibilité plus manifeste de ce qui ferait la réalité d'une Union au sens plein du terme :
  - Renforcement ou en tout cas meilleure visibilité des actions sur les volets prioritaires que sont : l'emploi, la formation au sens large, la recherche, le logement, le pouvoir d'achat, l'éducation, l'accès aux soins ;
  - Accessibilité plus palpable de tous les aspects potentiels positifs relevés en spontané, en particulier : la mobilité sous toutes ses formes (étudiante, professionnelle et privée) ; les échanges culturels, le rapprochement des peuples ;
  - Coopération, harmonisation, entraide, solidarité, visant l'équité, voire uniformisation et fusion pour les plus europhiles, dans un processus d'évolution ascensionnelle, à travers notamment : une aide à la modernisation des infrastructures des zones / pays en retard de développement ; et une plus grande priorité donnée aux avancées sociales, jugées délaissées actuellement ;
  - Mutualisation des synergies sur le plan de la sécurité, de la diplomatie et des grands enjeux stratégiques, énergétiques et environnementaux notamment, pour concrétiser durablement le potentiel d'attractivité de l'Union européenne à travers la notion de force et de puissance, rassurante dans un monde mouvant ;
  - Inscription dans une dynamique qui donne à voir ses mobiles et desseins, ce qui permettrait d'inverser la sensation d'un processus qui se fait sans les individus, voire à leur détriment, au profit d'une vision plus démocratique et plus participative suscitant davantage de curiosité, d'enthousiasme et d'adhésion ;
  - Renforcement du sentiment d'appartenance à l'Europe sur la base d'éléments fédérateurs communs, sans pour autant nier les spécificités nationales et régionales et surtout sans remettre en cause les acquis sociaux qui existent en France actuellement. En filigrane, le désir d'Europe qui s'exprime est celui d'un bloc uni, fédéré avec inscrit à minima au diapason du fonctionnement de la société française.

*« On sait qu'on peut avoir accès à beaucoup de choses mais rien n'est dit, ce n'est pas concret, quand Airbus fait des chantiers dans chaque pays : pourquoi ne pas faire ça plus souvent ?, des usines, des trains, moderniser les infrastructures, des échanges d'idées, si quelque chose de bien a été fait socialement et que ça marche bien quelque part le développer ailleurs, des entreprises européennes qui s'implantent dans nos régions comme Airbus à Toulouse pour accroître l'économie dans notre région »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Une meilleure communication sur les objectifs et les buts car là c'est l'usine à gaz, qu'on connaisse les institutions»  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« L'Union européenne idéale : une égalité parfaite entre tous les pays, avoir la même loi, les mêmes textes, les mêmes styles de vie comme ça, ça irait mieux, en prenant le meilleur de tous, une solidarité en tenant compte de l'identité de chaque pays quand même, ne pas perdre nos acquis, ne pas revenir sur les 35 h, que certaines choses restent de la responsabilité des Etats comme la modification du temps de travail »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Il faudrait préserver notre patrimoine aussi. Il faudrait que l'Europe ce soit quelque chose pour le commerce et les échanges, mais que chacun garde son identité culturelle. Des façons de vivre différentes. Que chaque pays garde son savoir-faire et sa culture, ça n'empêche pas d'échanger. Surtout ne pas perdre son patrimoine. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Tout ce qui est social. On parle beaucoup des remboursements de Sécu, donc garder des avantages comme ça que la France a acquis par le passé et qu'on remet beaucoup en cause à l'heure actuel, faire un Smic européen et non pas au contraire le supprimer »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*



Dans ce contexte, toute émanation de l'Union européenne - a fortiori une émanation comme les fonds européens qui concentrent tous les attributs vecteurs de distanciation (aspect financier, technicité, finalité régie par les principes théoriques de cohésion et solidarité) - et toute action de communication sont d'emblée entachées de suspicions fortes dont la levée est particulièrement délicate et ne peut se passer d'une approche très

pragmatique, concrète et pédagogique, pour inverser favorablement la posture défensive naturellement adoptée par la plupart des personnes interrogées.

## 2. Les fonds européens : une émanation financière et technique de l'Union européenne, qui concentre suspicions et questionnements

### 2.1. Un niveau de notoriété des fonds européens quasiment nul qui génère un univers de représentations fait de distance, de questionnements multiples et de doutes

Plus encore que sur l'Union européenne, les évocations relatives aux fonds européens sont peu constituées, avec une tonalité relativement plus dépréciée dans l'ensemble, qui dresse néanmoins une ligne de clivage sociologique nette, avec :

- d'un côté, un a priori plutôt positif d'emblée parmi les jeunes et les CSP+, très vite relativisé cependant par de nombreux aspects plus négatifs ;
- de l'autre, un a priori plutôt négatif parmi les CSP-, qui ne cesse de s'approfondir à mesure que les questionnements se démultiplient.

Seuls les agriculteurs se distinguent des autres cibles, par un niveau de notoriété plus important ciblé sur les fonds européens qui les concernent directement dans le cadre de leur activité professionnelle (FEOGA / FEADER, sans les mentionner tels quels) et participent, par ricochet, au développement économique et rural de leur région d'habitation.

*« S'il n'y avait pas les fonds européens, on aurait de sérieuses difficultés financières dans nos professions. Les fonds permettent de maintenir un tissu économique d'activités dans la Creuse, notamment dans l'agriculture. Beaucoup de personnes en Creuse vivent directement ou indirectement des aides de l'Europe. Mais tout le monde en bénéficie. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

#### 2.1.1. Les fonds européens : une « cagnotte » communautaire, dont les tenants et les aboutissants suscitent beaucoup de suspicion et d'interrogations

Les éléments d'image positifs associés aux fonds européens sont limités et se résument à la vision d'une manne financière commune qui s'apparente :

- En majeure, à un outil financier au service de l'entraide communautaire, la solidarité, la mise à niveau via des subventions accordées à des zones géographiques et/ou secteurs en difficultés (principalement le redressement des pays de l'Est aujourd'hui), mais aussi en matière d'infrastructures.

*« Pour une amélioration, pour qu'on aligne les pays à la même échelle et qu'on soit tous égaux plus ou moins, pour remettre un peu à niveau certains pays comme la Pologne, la Roumanie, les pays de l'Est »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« L'Europe donne des subventions, transformations comme le tramway, le TGV peut-être, le train France-Angleterre, ça fait peut-être avancer les choses, les communications, les rénovations, l'hôpital de Valenciennes il doit y avoir une partie de fonds européens »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Trésor, tirelire, utiles dans le sens où ça aide quand même, ça permet de réaliser pas mal de travaux, ça nous sert de façon indirecte par les routes, les infrastructures, ça ne va pas nous servir personnellement mais ça nous sert quand même indirectement pour les transports, les écoles »  
(Employés, Martinique)*

- En plus mineur, uniquement parmi les jeunes, à un « réservoir » de fonds communautaires pour faire face aux imprévus (climatiques, économiques, conjoncturels...).

*« Une caisse commune avec des fonds pour les problèmes de l'Europe, l'entraide, une sécurité par rapport à certaines choses qui peuvent arriver, une réserve au cas où, des économies sur un compte pour le jour où l'on a un pépin »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

Mais ces minces traits d'image positifs sont vite évacués par l'absence notoire de connaissances sur le sujet. Emergent alors de multiples questionnements, qui dessinent au final une image peu valorisante des fonds européens. En filigrane, l'imaginaire associé aux fonds européens est finalement le creuset des représentations négatives associées à l'Union européenne elle-même, avec une corrélation évidente entre un niveau de proximité et d'appropriation quasi nuls et la posture de défiance observée. On imagine, ainsi :

- des domaines et des missions larges mais très englobants, manquant d'illustrations suffisamment précises et concrètes pour pouvoir engranger un bénéfice d'image positif. Domine également le sentiment d'une prépondérance des subventions agricoles qui tend à monopoliser l'essentiel des représentations, au détriment de toute autre projection immédiate.

*« Il faudrait réorganiser les fonds car c'est essentiellement pour l'agriculture, il faudrait investir autre part »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« C'est l'agriculture en premier qui reçoit des subventions, la pêche »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« L'agriculture ça on sait mais le reste... »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« L'agriculture, de façon très inégale. 80% des subventions sont touchées par 20% des agriculteurs. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

Puis sont cités de manière assez évasive parmi les champs d'intervention des fonds européens, sans que les personnes interrogées ne parviennent à étayer leurs propos d'illustrations plus concrètes :

- Les programmes d'échanges culturels et universitaires, avec la citation d'Erasmus qui fait figure de chimère bien plus qu'elle n'illustre une représentation constituée ;
- Les domaines stratégiques comme la défense, la sécurité et le nucléaire ;
- Ou plus largement la recherche, les secteurs de pointe, l'aéronautique et tous les projets communautaires à forte dimension technologique (Galileo par exemple) ;
- L'amélioration, la modernisation et le développement des infrastructures au sens large, que ce soit au niveau des équipements, des transports, mais également des chantiers de constructions, des rénovations de quartiers ou de la sauvegarde du patrimoine.

Enfin, seulement parmi les CSP- dans le Nord et en Martinique, le soutien aux structures sociales et hospitalières, notamment dans des zones économiquement sinistrées, est mentionné avec, cependant, des confusions toutefois possibles entre les soutiens communautaires et nationaux (par exemple, le Fonds National pour l'Emploi est cité comme fond européen ayant contribué aux reclassements dans le Nord...).

Sont en revanche mentionnés comme des domaines d'action délaissés par les fonds européens :

- L'environnement ;
- Les actions sociales, les services publics parmi les jeunes et les CSP+ ;
- Le tissu économique local, les PME /PMI, l'artisanat.

- Les bénéficiaires des fonds européens sont également difficiles à cerner. On les situe à nouveau au niveau macro, créant une distance immédiate entre soi et les fonds européens. Pour la majorité des participants, il s'agit de **bénéficiaires institutionnels** avec lesquels on entretient une distance évidente : les Etats, ou éventuellement mais plus rarement les collectivités territoriales, les grosses entreprises... mais bien rarement les individus eux-mêmes.

*« Les Etats membres, pas moi, pas l'ouvrier, pas les petites entreprises, pas les retraités »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Inaccessible pour la population, est-ce que ça nous sert vraiment à nous ?, la France (métropole) et les grands pays, les pays les plus riches de l'Union européenne, c'est pas pour les malheureux, les pauvres, les petits »*

*(Employés, Martinique)*

*« Les fonds se perdent à hauteur de Limoges ou après. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« En tant que personne les fonds européens on n'en voit pas la couleur, à part d'avoir un projet particulier et d'en faire la demande »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

En mineur seulement, certains bénéficiaires indirects au niveau individuel sont perçus, et ceci de façon plus marquée dans le Nord, via les réhabilitations permises, en tant que zone sinistrée.

*« Dans le nord, on est beaucoup à en bénéficier parce que ces fonds ont été attribués pour aider les pays qui ont du prendre en charge un grand nombre de personnes arrivant au chômage avec les fermetures de filatures et choses comme ça »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

- Quant aux critères d'attribution et au mécanisme des fonds européens, ils sont totalement inconnus. Cette situation laisse alors place à l'expression des hypothèses et des interrogations les plus farfelues, faisant naître un registre connoté très négativement : **un système en entonnoir avec de multiples échelons intermédiaires** (l'Etat, la Région, le Département, la commune, les acteurs locaux...), dont on ne parvient pas à dresser un schéma clair du fonctionnement, des interactions, des processus décisionnels le régissant. Dans ce contexte, les images d'opacité, de complexité, d'absence de maîtrise et de contrôle, d'inefficacité, de gaspillage, voire d'effets pervers et contre-productifs prédominent largement.

*« Beaucoup d'argent qui circule, Picsou, on ne sait pas pourquoi et on aimerait savoir, les Députés européens reçoivent beaucoup d'argent, obscurs, pas clairs, du gaspillage, utiles mais à qui ?, pas perdus pour tout le monde »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« ça fait peur du point de vue de leur utilisation, difficilement quantifiable, on ne sait pas où ils vont, est-ce qu'ils sont bien répartis, quelle utilisation ?, quelle répartition entre pays ?, qui gère tout ça ?, c'est une banque européenne ?, on n'a aucun moyen de savoir si c'est vrai quand ils disent qu'ils vont débloquer tant de millions d'euros ?, c'est un système extrêmement compliqué avec des choses aberrantes où tel endroit est dans la bonne zone et 500 mètres plus loin ça ne l'est plus donc on n'a plus droit à l'aide (1 personne), l'aide va au gouvernement du pays et ensuite c'est le pays qui l'utilise, le gros donne au moyen qui donne au plus petit, c'est une toile d'araignée qui commence par en haut, il n'y a pas des choses qui tombent directement de l'Europe, c'est une pyramide »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Comment ils font pour dispatcher cet argent ?, est-ce que c'est selon le nombre d'habitants par pays ?, ça vient de l'argent du peuple par les impôts, il y a peut-être un commissaire aux comptes qui a été nommé ou élu au suffrage universel qui dépend de l'Union européenne, ça passe par le Conseil régional et ils le récupèrent avec des intérêts, l'argent des fonds sociaux c'est des emplois et qui dit emploi dit impôts donc ils le récupèrent indirectement »  
(Employés, Martinique)*

*« L'utilisation des fonds est un peu disparate. On n'est plus forcément dans la solidarité territoriale. Il n'y a pas de transparence. On ne sait pas qui en bénéficie, on n'est pas informé sur qui bénéficie de ce type de projet. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Ce sont les communes qui demandent un fonds européen quand elles font des travaux. A moins que ça ne soit le département, et après la région. »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- De là, bien évidemment émergent à nouveau toutes les suspicions latentes en spontané, au premier rang desquelles :
  - le règne des intérêts particuliers, notamment étatiques, avec un budget communautaire insuffisant pour permettre de mener à bien des actions réellement significatives (jeunes) ;
  - une France perdante, avec une poussée inflationniste en termes d'impôts pour les Français, face aux fonds accordés vis-à-vis des pays émergents, à

l'Est notamment, mais également hors de l'espace communautaire (toutes les cibles sauf les jeunes) ;

*« La répartition des fonds avec les nouveaux pays n'est pas facile : les autres paient, ils vont avoir plus de fonds que la France à l'époque des 12, on ne sait pas combien est alloué à la France, on donne plus qu'on ne reçoit, surtout certains pays »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« il y a des échanges mais on ne sait pas ce qu'on donne ni ce qu'on reçoit, si on est en union c'est qu'il y a forcément des échanges quelque part, on va donner et on va recevoir mais on a l'impression qu'on en donne peut-être plus qu'on ne reçoit ou alors qu'on est lésés sur certaines choses »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- Parmi les CSP- et de manière plus marquée encore en Martinique, un système perverti : des sommes conséquentes en amont qui seraient assez systématiquement détournées ou non concrétisées en actions à cause d'intérêts locaux prédominants et d'une absence de suivi sur le terrain (sur fond de crise de confiance massive envers les représentants politico-institutionnels locaux).

*« Admettons que le Conseil général demande une subvention pour quelque chose : on lui accorde et ce n'est pas pour ça que c'est fait »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Une grosse bêtise : c'est comme un père qui pour ne pas se faire embêter par son enfant lui donne un billet, on nous donne des fonds et les hommes politiques ici font n'importe quoi, ils ne sont pas contrôlés, ça veut dire : on vous donne ça et démerdez-vous, un cadeau empoisonné, les politiques s'en mettent plein les poches au passage et font trois routes pour que les gens ne disent rien »*

*(Employés, Martinique)*

- En plus mineur, pour quelques-uns parmi tous les groupes, des doutes sur le caractère remboursable des fonds accordés qui fonctionneraient potentiellement comme des prêts ou des avances de frais et non comme des subventions.

*« Ils aident beaucoup à la création d'entreprise pour démarrer mais après il faut rembourser, c'est comme un prêt pour te faire démarrer dans la vie, au départ et après on doit rembourser, c'est un piège, ce n'est pas donné gratuitement, on ne va pas te donner de l'argent comme ça »*

*(Employés, Martinique)*

### *2.1.2. Après remise à niveau, des fonds européens qui éveillent la curiosité sur la dimension « cohésion sociale », mais un décalage ressenti face à son niveau d'information initial qui attise les doutes et questionnements*

La lecture du texte de remise à niveau sur la politique de cohésion et les fonds européens provoque avant tout de la surprise et de l'étonnement sur deux aspects notamment : l'existence de domaines d'intervention distincts et spécifiés, là où on avait une représentation globalisante et l'existence d'initiatives menées au **niveau des régions**, là où on pensait que les fonds européens intervenaient plutôt au niveau des Etats.

*« C'est construit, je ne pensais pas à tout ça, il y a des domaines précis »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« On n'était pas au courant, c'est bien, une bonne nouvelle »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« On n'est pas au courant de tout ce qui se fait ni en France ni ailleurs »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Je ne connaissais pas les chiffres que vous avez cités »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Je ne savais pas que c'était interne à chaque pays aussi, c'est par région aussi, c'est une infrastructure interne à chaque pays, je ne pensais pas qu'il y avait une infrastructure par rapport aux régions, ça agit sur des secteurs spécifiques pour conserver une tradition de la France »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

Mais cette première mise à niveau crée un effet à double tranchant parmi toutes les cibles interrogées.

- D'une part, certains termes retiennent l'attention favorablement :
  - La dimension « *sociale* » qui surprend agréablement, face à une prégnance des représentations préalables, d'ordre économique et financier ;
  - Le principe de « *cohésion* » et de « *solidarité* », qui, au-delà de la dimension altruiste, séduit aussi par sa capacité à stabiliser les populations des pays de l'Est à l'intérieur de leur pays afin d'éviter les mouvements migratoires vers la France par exemple (cf. thématique de l'envahissement).

*« On n'imaginait pas que cette part était attribuée à la cohésion sociale, la cohésion sociale permet à des personnes dans les pays de l'Est d'avoir une meilleure qualité de vie sans avoir à s'expatrier »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Il y a le mot cohésion et c'est vrai que c'est une grande orientation, c'est un point de repère global pour tous les pays, si on veut une Europe solidaire c'est ce qu'il faut faire, c'est bien car ça peut limiter l'effet d'immigration parce que les travailleurs des pays de l'Est s'ils trouvent le niveau de vie valable chez eux ils ne viendront plus ici »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« ça m'a étonnée que l'Union européenne investisse dans le social, je ne le savais pas, les fonds européens aident à ce qu'il y ait une égalité, une cohésion, ça part de bonnes idées »*

*(Employés, Martinique)*

*« C'est le but de l'Europe, d'être plus cohérents, tous réunis, au même niveau »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- D'autre part - et ce plus massivement encore que les effets positifs soulignés - le décalage ressenti entre cet apport informatif et son niveau de connaissance initial a de quoi étonner... et réactive indubitablement les réflexes primaires précédemment évoqués, laissant place à des questionnements nombreux, voire sceptiques sur le caractère parfois qualifié d'« utopique » des assertions avancées dans le texte.

*« Ce sont des grandes lignes mais en détail comment cela a été distribué ? Est-ce que tout l'argent est passé pour faire des dossiers ? Est-ce que ça a vraiment bénéficié aux entreprises, aux pêcheurs, vraiment là où il y en avait besoin ? »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

La dimension « cohésion sociale » est notamment sujette à controverse en Martinique. Certains ironisent également à Grenoble ou à Lorient sur la dimension sociale avancée qui ne serait finalement qu'une façon de « compenser » les effets pervers induits par l'Union européenne (les délocalisations par exemple).

*« Le soutien à la compétitivité européenne aide à délocaliser donc forcément quand on a mis des gens à la rue il faut s'en occuper, on n'a pas besoin de l'Europe pour la solidarité »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« On parle de cohésion sociale et économique mais moi j'ai l'impression que c'est plus une cohésion commerciale »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

La mention de données chiffrées ne produit pas d'effet d'image positif, surtout parmi les CSP-. Les chiffres avancés manquent d'éléments de comparaison, d'appropriation et de caractère parlant, tant qu'ils demeurent déconnectés d'illustrations concrètes pour les étayer. En plus mineur, certains rapportent les chiffres annoncés sur les périodes données, à l'année, ce qui leur fait dire que les fonds concernés représentent finalement des sommes pas si conséquentes qu'il y paraît au premier abord.

*« 21 milliards sur 6 ans ce n'est pas énorme, déjà rien que pour la pêche alors que la France est entourée de mer il n'y a que 6 et quelques milliards donc ça ne fait pas tant que ça, il faudrait comparer à la contribution, le retour de ce que la France met, sur 6 ans elle a du mettre plus, elle donne plus que ce qu'elle ne touche, elle doit peut-être mettre 250 milliards et n'en toucher que 21 sur la même période ! »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« 21 milliards d'euros pour la France et 6000 projets en Martinique : je ne sais pas si je n'écoute pas assez les infos mais je ne vois pas concrètement et j'aimerais bien savoir si ça a donné quelque chose, au niveau du social je ne vois vraiment pas où ils investissent les fonds européens ici »*

*(Employés, Martinique)*

*« Une moyenne, ça ne veut rien dire. Il faudrait savoir qui a les sous, et combien exactement. Personne n'a vu les 7500 projets qui ont aidés dans le Limousin. C'est bien c'est sûr, mais on n'en a pas vraiment conscience. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

## 2.2. L'absence de connaissance différenciée des fonds européens illustre le caractère globalisant et indistinct de leur image spontanée

Conséquemment au profond déficit de notoriété sur les fonds européens, à l'exception des agriculteurs, la difficulté à pouvoir citer des fonds européens spécifiques est réelle parmi nos différentes cibles. Seuls quelques individus isolément - les plus renseignés, notamment parce qu'ils ont pu y être indirectement sensibilisés via leur activité professionnelle - citent le FSE ou plus rarement « un fond pour l'agriculture », le FEDER étant également cité une seule fois. Le FEOGA et le programme LEADER+ bénéficient, quant à eux, auprès des agriculteurs d'un niveau de notoriété relativement bien établi. Reste que le lien avec le FEADER n'est quasiment jamais fait.

Quoiqu'il en soit, globalement, l'évocation de quatre noms de fonds européens ne permet pas d'enclencher des perceptions plus affinées, loin s'en faut...

- *Le FSE (Fond Social Européen) :*

Il s'agit du fond le plus connu. L'évocation spontanée de son nom semble ainsi activer quelques remémorations au sein de tous les groupes, surtout parmi les CSP+. Pour autant, le contenu qui lui est associé ne va pas au-delà de sa dénomination, et se fait par déduction : le social (structures médicaux-sociales, minima sociaux, etc.) et l'aide aux zones / personnes défavorisées sous toutes ses formes.

*« Apporter de l'argent, créer des entreprises, des infrastructures, des ponts, des écoles, les bénéficiaires sont les citoyens européens, ceux qui sont plutôt dans le rouge, des régions très défavorisées comme la Bretagne pour les formations »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Un cofinancement versé à l'Etat pour alimenter une partie de l'action sociale, la sécurité sociale des différents pays, le médical, ça va aux pays dévalorisés »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Le social, les maisons de retraite, les hôpitaux, la réhabilitation des prisonniers et des délinquants, ça sert à soutenir ceux qui ont besoin, un équilibre là où ils pensent qu'il y a une inégalité ou un dysfonctionnement, ils donnent à chacun sa chance »*

*(Employés, Martinique)*

*« C'est pour aider au développement social sur certains territoires défavorisés »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Après remise à niveau, des éléments concrets jugés louables sont retenus spontanément : « la lutte contre les discriminations », « la formation professionnelle », « l'insertion » qui apportent un caractère plus humain et social aux fonds européens. Pour les jeunes surtout mais aussi en mineur parmi les autres cibles, les données relatives au FSE illustrent un engagement manifeste de l'Union européenne sur le volet social, c'est-à-dire là où ses lacunes sont le plus visibles à l'heure actuelle. Emerge alors des perspectives enthousiasmantes potentiellement mobilisatrices en termes d'image.

*« A La Mure sur le plateau ça a fonctionné, on donne des formations aux femmes dans certains domaines où elles sont discriminées »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« C'est bien, ça a du être le cas pour les zones où il y a eu les licenciements et où on a payé des formations aux nouvelles technologies aux gens, une région qui assure la formation de 50 salariés licenciés d'une usine et bien une partie du prix de la formation est financé par les fonds européens, je ne savais pas pour le financement des formations : c'est positif, sur la discrimination une partie des fonds sert à financer des actions en vue de lutter contre ça indirectement, le fait de financer en partie ça oblige tous les pays à mener ce genre d'actions même si chaque pays reste autonome et décideur : ils sont quelque part obligés d'utiliser les fonds pour des actions comme ça »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« C'est très bien. Oui, je ne pensais pas que l'Europe faisait tout ça, au niveau de l'aide aux personnes en difficulté »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Mais à nouveau des questionnements émergent, nombreux : quelles déclinaisons opérationnelles de ces engagements sur le terrain ? Quelle crédibilité, quelle efficacité sur le champ des discriminations surtout mais aussi des reconversions et de l'accès aux demandeurs d'emploi, alors même que les difficultés persistent, notamment dans des régions en crise comme le Nord de la France ou la Martinique où les taux de chômage sont élevés ? Et parmi les jeunes, persiste la sensation d'interventions européennes pour pallier les déficiences françaises ce qui au mieux étonne, au pire inquiète.

*« Je ne vois pas en quoi l'Europe peut faire quelque chose car c'est un problème interne aux pays qui existe depuis longtemps, chaque pays respectif doit régler ses problèmes, on dirait qu'ils ont attendu l'Europe, c'est grave si on attend l'aide de l'Europe, ça m'étonne, on a l'impression que le pays ne s'en sort pas sans l'Europe »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Accès à l'emploi des demandeurs d'emploi : alors là ?!, en tout cas pas ici..., on y croit très difficilement »*

*(Employés, Martinique)*

*« On ne voit pas bien concrètement les applications. On ne sait même pas où l'on va avec tout ça. C'est des beaux mots, mais ça veut pas dire grand-chose. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Il est partout mais on ne le sent pas là. Il est transparent. On a l'impression que c'est de la propagande parce qu'on ne voit rien de concret »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- *Le FEDER (Fond Européen de Développement Régional)*

Son nom n'évoque quelque chose qu'à quelques individus isolés au sein de chaque groupe. De façon encore plus flagrante que pour le FSE, le contenu associé au FEDER se calque sur la **dimension régionale de sa dénomination**, suscitant d'ailleurs des interrogations sur le champ géographique couvert par ce que représente une « région » au niveau communautaire. On imagine des financements pour des initiatives plus locales en matière d'infrastructures et d'aménagements de zones, visant à leur désenclavement, leur modernisation ou leur redéploiement. Mais là encore, les évocations sont très évasives et peu précises.

*« Régional au niveau de l'Europe ça veut dire les pays ou les régions des pays ?, c'est les villes, les Départements ou les communes ?, ce n'est pas précis comme terme, ça doit être plus global et plus grand, au contraire c'est plus ciblé alors que le FSE c'est plus l'ensemble de l'Europe, ça sert à augmenter la richesse d'une région, il y a un côté plus financier »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Des régions ont pu réhabiliter des quartiers ou des zones sinistrées »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Pour les infrastructures peut-être. Tout ce qui est patrimoine. Pour construire les écoles, les lycées »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Après remise à niveau, le décodage sous l'angle de la vitalisation du tissu économique et entrepreneurial local est salué transversalement, car il initie un cercle vertueux dont les répercussions imaginées se traduiront en termes d'emplois.

*« C'est la base pour permettre la création d'emplois après, peut-être que dans certains pays ils ont plein d'idées pour créer des entreprises mais n'ont pas les moyens, ça permet de maintenir un niveau déjà existant, qui dit création d'entreprise dit création d'emplois et augmentation du pouvoir d'achat donc il y a une dimension économique, ça crée une dynamique »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Vaste, les fonds européens impactent dans tous les domaines de la vie, on ne le savait pas, permet la valorisation des territoires, la logistique »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

Malgré tout, hormis pour les jeunes, les autres groupes avancent les réserves génériques récurrentes relatives à l'efficacité des actions entreprises et à la traduction concrète des financements réalisés.

*« Ici c'est un gros n'importe quoi, il n'y a rien de ça ici, si c'était appliqué il y aurait eu beaucoup de changements au niveau des communes or le nord est complètement délaissé, ça n'est que les mêmes qui reçoivent : toujours Fort de France où on ne finit pas de construire et de refaire le bord de mer mais le sud est oublié, j'ai entendu à la radio qu'au Lorrain ils ont vraiment besoin d'aide car c'est une commune morte, le Vauclin aussi, ils ont besoin de subventions parce qu'ils n'ont rien du tout, ils donnent des fonds et ne suivent pas, ici ceux qui décident gèrent eux-mêmes, pour peu que celui qui décide ne soit pas copain avec le Maire voilà c'est bon... »  
(Employés, Martinique)*

*« On devrait en profiter par l'ADSL peut-être. C'est comme la téléphonie mobile, on ne l'a pas partout. Pour l'ADSL, y'a des inégalités, tout le monde ne l'a pas. Ça vient doucement »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Je ne le croirais que quand je le verrai. Ça ne renforce pas forcément mais ça moi ça ne me parle pas plus. Ce n'est pas concret, on ne peut pas comparer. »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- **Le FEP (Fond Européen pour la Pêche)**

Son nom est quasiment inconnu de tous, à l'exception notable des participants au groupe de Lorient en raison de la place prépondérante jouée par le secteur de la pêche dans l'économie régionale. On relève à la marge quelques aspects polémiques lors de médiatisations récentes concernant les pêcheurs. Du coup, on extrapole à nouveau le champ d'action à partir de la dénomination, en évoquant pêle-mêle l'idée de quotas ou bien encore la préservation des zones côtières et littorales.

*« (Rires), il existe un Fond Européen pour la Pêche ?, ça c'est pas possible !, pourquoi spécialement la pêche ?, alors il existe un fond spécial pour chaque truc : l'agriculture, la culture d'écrevisse, etc. ? »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Quotas, réglementations, préservation des zones littorales »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« C'est les subventions aux pêcheurs. Ils donnent des sous aux marins pêcheurs qui ne s'en sortent pas pour qu'ils coulent leurs bateaux. »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Après remise à niveau, l'attrait repose sur le **bien-fondé d'un fond dédié à un secteur vital de l'économie française** (vu sa situation géographique), dont on connaît la situation délicate actuellement (un point davantage mis en avant en Martinique, mais également à Guéret et à Lorient). La prise en compte de la **dimension durable de l'activité** retient également l'attention en positif. A Guéret, les participants font part de leur solidarité envers les pêcheurs français, « victimes » de la concurrence déloyale des pêcheurs étrangers.

*« C'est bien, c'est un secteur en crise, ils veulent faire de la pêche une force de l'Europe, on fait partie de l'ensemble des pays qui font vraiment du commerce sur la pêche »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« On a beaucoup de mers et le nombre de poissons commence à diminuer à cause des abus, en ayant un pays qui a des kilomètres de côtes c'est normal d'avoir un fond pour ça, ça peut peut-être garantir dans 5, 10, 15 ans un équilibre, c'est certainement mieux que si on continuait à faire n'importe quoi, c'est pour l'avenir »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Les Espagnols ont le droit de tout ramasser, et les Français n'ont pas le droit de sortir. Et le problème, c'est les gros destructeurs. Comme la chine et le Japon par exemple. Donc, pour avoir une bonne productivité au niveau de la pêche, faut déjà respecter l'environnement. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

Mais les questions et réserves s'expriment encore une fois : l'existence d'un fond dédié à ce seul secteur ne renvoie-t-elle pas à la force d'un lobby là où d'autres secteurs sont injustement délaissés ? Quelle efficacité d'une telle politique si les réglementations européennes s'avèrent très contraignantes là où les réglementations extra-européennes sont plus laxistes ? La finalité n'est-elle pas de promouvoir l'industrialisation du secteur au détriment des petits pêcheurs ?, etc. Les employés et professions intermédiaires de Lorient se montrent, quant à eux, relativement critiques et estiment que les apports pour les pêcheurs sont dérisoires. Selon eux, le FEP qui tendrait à cacher les difficultés vécues par les professionnels de la pêche.

*« Un secteur associé à un lobby, c'est bien qu'il y ait des réglementations au niveau de la pêche mais dommage que ça ne soit pas respecté au niveau*

*mondial, d'autres pays tuent les baleines, peut-être qu'on va réussir à terme à concerner tout le monde »*  
*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Quand ils mettent un quota d'un côté et de l'autre les pays comme le Portugal ou l'Espagne arrivent avec des filets non réglementaires, ça concerne les pêcheurs et moi je m'en fous »*  
*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« J'ai l'impression que c'est une enveloppe qui est faite pour calmer un peu tout le monde dès que ça ne va pas, on va vous donner un petit peu... Il y a un souci, on gueule, et c'est attendez on a ça. C'est reculer pour mieux sauter, tiens voilà un bonbon, arrête de pleurer »*  
*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- *Le FEADER (Fond Européen Agricole pour le Développement Rural) / le FEOGA / Programme LEADER+*

Le FEADER est inconnu de tous. Seuls les agriculteurs mentionnent le FEOGA. Le FEADER n'évoque que la référence aux subventions agricoles, et parfois à la lutte contre la désertification des zones rurales ou aux aides accordées en cas d'intempéries ou de catastrophes naturelles.

*« Il y a de moins en moins de gens qui vont de la ville vers les zones rurales, beaucoup de gens aimeraient quitter la région parisienne mais ne trouvent pas d'emplois ailleurs »*  
*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« L'aide aux jeunes agriculteurs pour varier leurs activités, beaucoup d'organismes pour l'agriculture »*  
*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« J'ai entendu une fois mais je ne sais pas trop ce que c'est, peut-être pour quand il y a des catastrophes naturelles »*  
*(Employés, Martinique)*

Après remise à niveau, les jeunes et les CSP+ n'expriment aucune réserve sur ce fond, tant l'autonomie alimentaire du pays leur semble un enjeu capital et tant la promotion d'une agriculture durable leur paraît vitale aujourd'hui. En plus mineur, les CSP- à Valenciennes soulignent l'importance de financements là où la mise aux normes sanitaires (européennes) s'avère coûteuse. Enfin, à Guéret comme à Lorient, on retient avant tout la dimension environnementale de ce fond et l'on écarte celle de la compétitivité agricole. A l'heure où la

sauvegarde de l'environnement est présente dans tous les esprits, ce fond est plutôt bien accueilli.

*« Ecologiquement on a tout faux : on fait manger des choses aux animaux... donc c'est bien, le fait de pouvoir se diversifier, la recherche sur les OGM ou l'agriculture biologique, une bonne chose, les prix seraient plus chers si l'agriculture n'était pas subventionnée »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« L'aide pour le financement à la mise aux normes pour une laiterie, c'est pour prévoir l'avenir »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« C'est pour le vignoble en France, l'élevage aussi qui est de très bonne qualité, ça remet en confiance les agriculteurs parce que c'était un domaine un peu délaissé »*

*(Employés, Martinique)*

*« Le développement durable comme l'agriculture bio par exemple enfin un certain type.. C'est pour changer les choses quand ils parlent d'environnement, de la qualité de la vie, le développement durable »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

En revanche, les CSP- à Valenciennes comme en Martinique s'interrogent face à la crise des petites exploitations qu'ils observent sur le terrain comme à l'occasion de la médiatisation récurrente des revendications de ces derniers. A Guéret, certains expriment, par ailleurs, leur opposition à un fond qui aurait pour seul objectif le développement de la compétitivité au détriment de la qualité.

*« Vague, pas concret, pourquoi il y a des petites fermes et des petits agriculteurs qui arrêtent ?, des vigneronns qui descendent dans la rue ?, on prend leurs terrains aux fermiers qu'on leur achète pour une bouchée de pain et on se demande qu'est-ce qu'ils construisent, il y avait trop de blé et on leur a dit de baisser puis on supprime les vaches et maintenant il n'y en a plus assez ! »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Est-ce que nos agriculteurs le savent ?, est-ce qu'ils le touchent ?, est-ce qu'ils sont vraiment aidés par ces fonds ?, quand on voit l'état de l'agriculture ici c'est qu'ils ne doivent pas le connaître, l'information est cachée, les gens veulent garder l'argent pour leurs copains, ceux qui le savent ne transmettent pas à ceux qui devraient savoir donc le souci c'est que l'info ne circule pas, ils donnent à ceux qui ont déjà et pas à ceux qui ont besoin »  
(Employés, Martinique)*

*« Avec ce genre de fond, il faut développer la compétitivité, pour moi ça va à l'encontre de la qualité. Ça va beaucoup plus à la compétitivité qu'à l'environnement, la qualité, les améliorations... »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*



Au global, l'apport d'éléments informatifs sur les fonds européens leur confère une image à la fois plus concrète, plus exhaustive, plus massive, avec une attention particulière sur les dimensions sociale et régionale de ses initiatives.

*« ça rend les fonds plus présents, presque tous les secteurs sont touchés : l'emploi, la solidarité, un peu plus transparents, ça commence à être plus clair, on a l'impression qu'il y a des fonds partout autour de nous dans des domaines qu'on ne savait pas, ni vu ni connu ils s'occupent de pas mal de choses, c'est pour nous faire savoir qu'ils sont partout alors qu'on pensait qu'ils étaient nulle part, il y a encore énormément de choses qu'on ne sait pas et qu'on va découvrir, on est tous concernés, tous les pays, l'agriculture, la pêche, etc. »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

Pour autant, la contrepartie négative de cet apport d'informations relativement globales et sommaires renvoie à une demande de davantage de précisions, sans lesquelles le contenu informatif apporté paraît difficilement appropriable, en sorte qu'on a tendance à douter de sa crédibilité.

Par ailleurs, certaines interrogations résistent de manière tenace :

- Quelles sont les manifestations concrètes de ces initiatives à son niveau personnel, dans la mesure où beaucoup de contre-exemples à l'échelon micro font douter de l'efficacité et/ou de la crédibilité des énoncés mis en avant dans les textes ?

- La prolifération d'entités ad hoc ne renvoie-t-elle pas à un éparpillement guidé par des intérêts ponctuels ou spécifiques, là où une des attentes relatives à l'Union européenne visait une visibilité plus évidente de sa logique transversale pour permettre de créer un élan d'adhésion manifeste ?
- En plus mineur parmi les plus euro-sceptiques, l'existence de fonds européens si diversifiés ne révèle-t-elle pas en creux l'inefficience des actions gouvernementales ou ne correspond-elle pas à une mainmise européenne inquiétante ?

*« On a du mal à voir le résultat parce que c'est du collectif : ce n'est pas comme si on recevait 50 euros chacun, ce n'est pas personnel, on ne devrait pas pour un pays comme la France avoir à recourir à ces fonds, c'est de l'assistanat, ce n'est pas toujours bon, si un jour ça vient à capoter comment on fait ?, un jour on coupe les robinets, il y a une dissolution ou je ne sais pas et comment on fait ? »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*



A ce stade, malgré cet apport informatif, la déclinaison des fonds européens dans des actions menées au niveau de sa région reste assez évasive et traduit bien plus souvent des désirs que des assertions...

Sur relance, les bienfaits pour sa région se déclinent de la manière suivante :

- Les jeunes de Seine-Saint-Denis retiennent avant tout les actions possibles du FSE et du FEDER, notamment celles qui les touchent de près : les échanges universitaires et scolaires, les parcours de formation, la mobilité professionnelle et dans le cadre des loisirs, mais plus largement toutes les dimensions sociales : l'emploi, le logement, la santé, les transports... ;
- Les CSP+ de Grenoble valorisent avant tout ce qui concerne les secteurs à haute valeur technologique ou les échanges universitaires, mais notent que la bonne santé de leur région ne doit pas faire d'eux la zone de déploiement prioritaire des fonds européens ;
- Les CSP- de Valenciennes soulignent des actions possibles en matière d'infrastructures et de transports (tramway) mais doutent de la validité des actions destinées à la reconversion et à la redynamisation territoriale de leur région, notamment en matière d'emploi ;

- Les CSP intermédiaires/- de Martinique ne doutent pas du versement de financements européens notamment en matières d'infrastructures routières, mais la prégnance des problèmes locaux criants, au premier rang desquels le chômage, fonctionne comme un catalyseur des doutes émis sur la déclinaison réelle des actions engagées sur le terrain ;
- Les agriculteurs et artisans de Guéret évoquent les actions menées dans le cadre des CUMA, qui recueillent un avis très largement favorable car plusieurs participants semblent en avoir bénéficié. De façon plus marginale, certains interviewés estiment que les fonds interviennent dans la région en matière de développement économique, notamment en faveur des demandeurs d'emploi.
- Enfin, les CSP intermédiaires/- de Lorient, tout en préjugant que la région reçoit des financements européens du fait du nombre important de pêcheurs et de la situation économiquement délicate de ce secteur, ont le sentiment que l'Europe n'agit pas suffisamment en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle.



Enfin, le terreau de confiance assis sur un niveau de connaissances minimum préalable est tellement lacunaire qu'il rend toute opération de communication ardue et sensible : en effet, tout autant qu'elle permet d'apporter des éléments concrets indispensables pour permettre aux individus de se forger une représentation incarnée et non pas seulement financière et/ou technique, elle place chacun dans une posture de perplexité profonde face au décalage de niveau informatif ressenti, qui engendre des questionnements en chaîne, voire une mise en doute de leur crédibilité.

D'ailleurs, les attentes en matière informatives se déclinent tout azimut et témoignent du sentiment de dépossession auquel l'apport d'informations nouvelles les expose.

*« Il faudrait créer une chaîne dans toutes les langues pour nous expliquer l'aspect économique et politique, que ce soit plus accessible au niveau de l'information pour des gens qui ne s'intéressent pas forcément à ça, un site Internet, un journal du fond monétaire européen après le 20h pendant 10 min, un rendez-vous mensuel ou hebdomadaire, où on verrait pour la France mais aussi pour l'Europe, des exemples de choses faites ailleurs, nous aussi on a envie d'être acteurs de tout ça »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Il y a peut-être un site spécial Europe ou si on tapait fonds européens on trouverait peut-être quelque chose, Euronews, la télé, des magazines politiques, il faudrait des réunions, des relais dans les ANPE pour les formations et l'emploi »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Il faudrait un guichet unique, un interlocuteur repérable. On est très très loin d'avoir un interlocuteur unique, il faudrait un bureau de renseignements. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

### 3. L'évaluation de certaines réalisations financées par les fonds européens : un effet plutôt favorable en termes d'image, véhiculant les dimensions de proximité, d'efficacité et le caractère concret qui leur faisaient défaut en spontané

Transversalement, l'exposé des cas proposés - dont aucun n'est connu, si ce n'est à la marge et de manière très évasive - génère des réactions paradoxales parmi les participants :

- Si en majeur, le caractère concret et local des exemples les stimule et se répercute positivement sur l'image des fonds européens, en termes de proximité, d'humanité et d'efficacité...
- ...quasi systématiquement, leur démultiplication amène à s'interroger sur l'éparpillement possible de micro-projets qui ne donnent plus à voir la ligne de conduite globale régissant les interventions des fonds européens, et drainent toute une cohorte de questions : quelles sont les priorités ? Pourquoi tel projet est-il favorisé plutôt que tel autre ? Comment se fait-il que la France doive recourir aux fonds européens pour réaliser autant de projets à un échelon si petit ?, etc.

#### 3.1. Les enseignements généraux

L'exposé des exemples proposés véhicule pour partie les dimensions défailtantes de l'image spontanée associée aux fonds européens :

- **Dimension concrète, palpable, et non simple financement**, ce qui rend les fonds européens plus précis, moins évasifs, plus engagés sur le terrain, plus efficaces ;
- **Proximité, action locale**, visant à vitaliser et harmoniser les territoires ;
- **Exhaustivité de champ couverts, plus ouverts que ce que l'on imaginait en amont**, en particulier dans la vocation « sociale » au sens large, avec des bénéfices directs ou indirects pour les habitants et pas seulement pour les grands acteurs ou les entités institutionnelles.

*« Tous les développements, les constructions : on ne pensait pas qu'il y avait une aide là-dessus, maintenant sur les projets qu'on voit, on va se demander la provenance des fonds, ce n'est pas juste un investissement »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Plus abordables, plus concrets, plus clairs »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« C'est positif, ils veulent améliorer le cadre de vie des Européens, leur donner du travail, c'est aussi pour la culture, le tourisme, c'est un ensemble »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Il y a beaucoup de choses que je ne connaissais pas, ça m'a beaucoup touchée, ça m'a permis d'apprendre et de connaître sur la pêche, l'agriculture, l'illettrisme, ça donne une chance à certaines personnes et ce qu'on a créé au Lamentin avec 100 personnes je n'étais même pas au courant »  
(Employés, Martinique)*

*« Le fait que ça soit proche de nous, c'est important. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« C'est concret. Ils sont peut-être très ouverts auprès des entreprises, ils sont très à l'écoute des doléances »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Malgré ce bénéfice d'image indéniable, l'apport massif de connaissances sur un terreau quasiment vierge continue d'avoir des effets surprenants en terme d'image :

- L'interrogation première est évidemment : *« pourquoi n'avait-on pas connaissance de tels projets avant ? »*, ce qui réenclenche les positionnements empreints de suspicion et de méfiance qu'on avait observés dès l'exploration spontanée ;
- En particulier, la vocation « réelle » des fonds européens à travers ses initiatives, comme ses communications reste trouble pour une partie des personnes interrogées, en particulier parmi les CSP+ ;
- Enfin, la démultiplication des interventions interroge voire inquiète. Plus le niveau d'intervention est circonscrit localement, plus il intervient en aval, c'est-à-dire en mesure « corrective » et plus il semble ponctuel dans le temps (manque de visibilité du suivi). On se demande alors si de telles initiatives répondent bien à la vocation communautaire qu'on espérait a priori plutôt structurelle et préventive.

*« Quels sont les acteurs ? Qui décide de donner des fonds à tel projet plutôt que tel autre ? Qui va en bénéficier ? Quel type d'entreprises ? Quel est le suivi des projets dans le temps par l'Europe ? »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Ils suivent les besoins du marché : ça me conforte dans l'idée qu'on parle de social pour justifier l'économique, on a l'impression que l'Union européenne*

*s'auto gratifie avec ces projets, j'ai l'impression qu'on va chercher le truc le plus miséreux »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Je me demande quand même pourquoi toutes ces communications : on a l'impression qu'ils veulent à tout prix se justifier sur la destination des fonds »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*



Par cible, les appréciations portées sur les exemples testés permettent de dégager les conclusions suivantes :

- **Les ouvriers et employés de Valenciennes semblent les plus mobilisés** par les exemples qui leur sont soumis puisque tous retiennent favorablement leur attention, sans exception. Ils semblent particulièrement sensibles à trois éléments :
  - toute forme d'initiatives locales et sociales générant un « effet d'entraînement » territorial, au-delà des actions menées, pour revitaliser leur région en crise, notamment en termes d'emploi ;
  - la dimension micro d'initiatives valorisant leur attachement à la région Nord ;
  - et toutes les formes d'impact et de témoignages interpersonnels qui les touchent très directement.
  
- **Les jeunes de Seine-Saint-Denis** retiennent avant tout l'initiative du FEDER (quai d'Aubervilliers) qui les surprend dans le bon sens, que ce soit à cause de la hauteur des investissements communautaires réalisés, comme de l'effet dynamisant pour des banlieues habituellement délaissées par rapport à Paris en terme de déploiement d'activités. Les deux initiatives du FSE les touchent indéniablement par la concordance de leur sujet avec leurs préoccupations actuelles (formation, emploi), mais semblent manquer de précisions sur les démarches à suivre pour pouvoir accéder à l'information ou aux initiatives menées, dans la mesure où ils ne les connaissaient pas au préalable. Enfin, l'action soutenue par le FEOGA (Nautibus) est un peu éloignée de leur contexte urbain et semble trop ponctuelle et insuffisamment pérenne pour engranger une vraie plus-value en termes d'image
  
- **Les CSP+ de Grenoble** sont assez ambivalents sur tous les projets qui leur sont soumis, et ce pour trois raisons :

- soit les exemples choisis ne les concernent qu'indirectement et ne sont pas très impactants (initiatives visant principalement des personnes peu ou pas qualifiées pour les deux exemples du FSE) ;
  - soit ces projets ont tendance à pointer l'accent sur l'encouragement à des acteurs macroéconomiques avec lesquels ils entretiennent une relation de méfiance a priori (grosses entreprises notamment, ce qui explique le rejet de l'exemple du FSE avec AOL) ;
  - soit à l'inverse la mise en avant d'acteurs micro qui feraient figure d'« initiés » ou de privilégiés en termes d'accessibilité à l'information leur fait penser à un manque potentiel d'efficacité dans le temps et/ou d'équité par rapport à la distribution des fonds alloués
- **Les CSP intermédiaires- de Martinique** apprécient tout particulièrement l'initiative du FEDER (nouveau complexe hospitalier) pour sa vocation sociale et de proximité et pour la part conséquente des investissements communautaires réalisés. Cet exemple inverse favorablement l'image spontanée des fonds européens, vus au départ comme une entité lointaine qui ne s'intéresserait pas aux DOM. Les deux exemples du FSE et surtout l'exemple du PRAM sont jugés de manière plus mitigée : une adhésion évidente sur le fond, mais des doutes sur la véracité de telles actions, tant leur niveau de méconnaissance sur ces projets les questionne et met en doute leur validité...
- **Les agriculteurs et artisans de Guéret** se montrent plus attentifs aux opérations qui pourraient les concerner directement ou réalisées dans leur région. Cette proximité géographique attise leur curiosité et leur intérêt en faveur de réalisations survenues près de chez eux. Ils plaident donc pour une information orientée autour de projets dont ils peuvent facilement mesurer l'impact, à l'image de l'initiative du FEOGA / LEADER+ (Nautibus) ou encore celle du FEDER (la téléphonie mobile) qui garantit l'accès à certains services pour les personnes vivant en milieu rural.
- **Les CSP intermédiaires de Lorient** expriment leur satisfaction notamment à l'égard des actions dont ils se considèrent directement tous bénéficiaires. Ainsi, même si l'initiative du FEDER (Embarquement pour la culture) est accueillie favorablement, les actions menées dans le cadre du FEOGA (sur la qualité de l'eau des rivières) et de l'IFOP (langoustine), apparaissent comme davantage appréciées en raison de leur dimension environnementale .

### 3.2. Evaluation détaillée de quelques réalisations FSE

#### 3.2.1. Piste audio 2 (Jeunes Seine-Saint-Denis / CSP intermédiaires- Martinique / Agriculteurs-Artisans Limousin)

*(« ...une année supplémentaire de formation se traduit par une augmentation de plus de 6% de la productivité de l'entreprise... »)*

La force d'interpellation du message diffusé s'appuie principalement sur :

- La thématique qui apporte aux fonds européens une dimension universelle et concrète, via un champ d'intervention généraliste (*« qui concerne tout le monde »*) ;
- Les références chiffrées parlantes, surtout validées parmi les jeunes. *« trois millions de Français », « une augmentation de plus de 6% de la productivité de l'entreprise », « 8% à 10% du salaire »* : une logique de gagnant-gagnant bénéficiant à l'employeur comme à l'employé ;
- La possibilité rassurante notée par les jeunes de se référer à un site Internet pour répondre à leurs principaux doutes et interrogations. A l'inverse, les groupe de Martinique et du Limousin ne semblent pas retenir cette information, et se montrent d'ailleurs beaucoup plus dubitatifs face au contenu informatif jugé insuffisamment précis et explicite.

*« Les fonds européens sont plus accessibles qu'on ne pensait, on est plus concerné, c'est bien développé, ça existe, ce n'est pas que des projets, c'est déjà d'actualité, ils deviennent plus concrets, plus complets, plus précis, 3 millions de Français en ont bénéficié, c'est beaucoup, c'est bizarre qu'on ne connaissait pas ça, il y a un site Internet, clair, bien expliqué, on comprend pourquoi, comment, les chiffres aussi, donne envie d'aller sur le site pour s'informer davantage, ça percute, l'intonation dans la voix avec du tonus »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« ça part d'une bonne intention, c'est bien, il y a un accompagnement même si on est salarié, un soutien pour gravir les échelons, gagner un peu plus, on ne pensait pas qu'en travaillant on pouvait demander une formation pour avoir plus de qualifications, après tu vas pouvoir toucher plus, si tu perds sur le moment tu vas gagner plus après, ça motive les patrons comme les employés »  
(Employés, Martinique)*

Cependant, l'exemple paraît au final insuffisamment percutant, principalement pour les raisons suivantes :

- la méconnaissance initiale met en doute la crédibilité du contenu informatif avancé : l'accessibilité est-elle réellement ouverte à tous ? Les chiffres avancés sont-ils plausibles ? (le groupe de Martinique semble en douter) ;

- l'identification de l'émetteur n'est pas évidente, notamment auprès des jeunes et des agriculteurs, à cause de la forme « publicitaire » du spot audio.

*« Est-ce que c'est réellement accessible ? ça fait trop pub qui veut nous vendre quelque chose et pas d'information, il ne faudrait pas que ça soit noyé dans les autres pubs, il faudrait annoncer avant que c'est un message de l'Europe comme ils font pour la sécurité routière, si on n'est pas concentré un minimum sur ce qu'elle dit on n'écoute pas »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« On n'y croit pas, il faudrait que ce soit appliqué, on ne le voit pas, ce n'est pas concret, la pratique ne suit pas la théorie, quelle est la fourchette pour avoir un ordre de prix ?, c'est comme des promesses non tenues, ils le disent mais ce n'est pas appliqué jusqu'à maintenant, au niveau social ça ne se voit pas, c'est pas crédible, surtout les 8 à 10% d'augmentation, pas facile à appliquer, il faudrait créer des mesures où si le patron refuse trois fois ensuite il sera obligé de l'appliquer la quatrième fois »*

*(Employés, Martinique)*

*« C'est pas pour nous. On ne sait pas si c'est de la formation adulte ou pour les gamins qui sont à l'école. Si on fait un tour de table, je pense que personne n'a spécialement retenu ce que ça raconte (...) on se demande combien cela a coûté. On se dit que là les fonds ont été pour l'agence de pub et de communication. Ça a dû coûter des milliers d'euros. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

### **3.2.2. Piste audio 3 (CSP+ Grenoble / CSP- Valenciennes/ CSP intermédiaires Lorient)**

*(exemple AOL à Marseille)*

Cet exemple se voit massivement rejeté par les CSP+ de Grenoble. A leurs yeux, il inscrit les fonds européens dans une connotation très dépréciée. Si la thématique globale entendue comme une action en matière de valorisation des emplois à destination des personnes peu ou pas qualifiées est saluée dans son principe, de multiples critiques voient le jour liées à la référence à AOL.

Cette dernière suggère selon eux :

- le détournement des fonds européens au service exclusif de grandes entreprises à l'image assez négative;
- le décalage entre l'objectif énoncé de « *féminisation de la filière des nouvelles technologies* » et l'image caricaturale de la femme téléopératrice ;

- enfin, la référence aux « *quartiers Nord de Marseille* » vue à nouveau comme une référence excessive ou galvaudée, décrédibilise largement la portée informative de l'exemple exposé.

*« Sur la forme ça fait propagande, lessive, on ne sait pas si les personnes voudront aller chez AOL, est-ce que ça sera un CDD, un CDI ?, ça touche des grosses institutions et de grosses entreprises comme AOL !, quand on parle de promouvoir la femme et de téléopératrice franchement c'est moyen..., ça n'améliore pas l'image de fonds européens, c'est quelque chose de détourné au profit des grosses institutions »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

A l'inverse, un exemple qui valide auprès des CSP- de Valenciennes et des professions intermédiaires de Lorient le caractère concret, efficace et incarné des interventions soutenues par les fonds européens :

- La dimension partenariale avec les entités de « *service public* » comme « *l'ANPE, l'AFPA, les Greta* » apporte une dimension rassurante, gage de sérieux et de proximité (des entités connues voire fréquentées par la plupart des personnes de ces deux groupes) ;
- Le décodage de la finalité sous l'angle de la promotion sociale des personnes peu ou pas qualifiées renforce la vocation sociale des fonds européens, rendant l'identification avec son cas personnel plus plausible ;
- A Lorient, l'intérêt suscité va de pair avec une forte déception, celle de ne pas avoir été au courant et ne pas avoir pu profiter de ce genre d'initiatives.

*« Concret, on a les différents partenaires qui ont participé (les missions locales, l'ANPE...), c'est surtout ciblé sur l'emploi et la formation, ils veulent promouvoir le fait qu'il faut avoir plus de formations pour avoir plus de compétences, c'est pour tout le monde, il n'y a pas d'âge, aussi bien les hommes que les femmes, on parle de la féminisation, c'est tous ceux qui veulent se reconvertir, ça donne l'image de fonds européens bien utilisés, plus accessibles, moins gaspillés, l'Union européenne est plus efficace »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Comme quoi on ne connaît pas les aides du FSE par exemple, ils financent des établissements comme le Greta et le Greta ne nous dit pas forcément qu'il est aidé par le FSE »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

### *3.2.3. Piste audio 25 (CSP intermédiaires Martinique) (Lutte contre l'illettrisme)*

La finalité sociale en faveur des illettrés qui accentue la dimension humaine des fonds européens suscite une adhésion de principe, qui peine cependant à se valider dans les faits, tant la méconnaissance préalable d'une telle initiative, à l'échelon local, paraît plus que suspecte. En conséquence, la dimension purement financière (absence d'actions sur le terrain) accolée en spontané aux fonds européens resurgit ici pleinement...

*« C'est positif pour les illettrés, on ne peut pas le nier, de mieux en mieux car ils touchent vraiment à tout, on a des gens derrière alors qu'on avait l'impression qu'il n'y avait pas de gens derrière les fonds européens, ça a un caractère plus humain »  
(Employés, Martinique)*

*« ça existe ?, ça se trouve où ?, c'est bien en Martinique studio 14 ?, jamais entendu parler !, même pas à la télé, j'ai entendu parler de l'illettrisme et de pas mal de choses au niveau formation mais jamais ça, c'est bien caché, est-ce vrai ?, pourquoi le journal régional ne nous le dit pas, je connais des enfants qui souffrent d'illettrisme, c'est comme pour les handicapés »  
(Employés, Martinique)*

### *3.2.4. Piste audio 27 (CSP- Valenciennes) (Projet de spectacles « les rendez-vous solidaires »)*

Cette initiative se révèle très parlante. Elle apporte aux fonds européens une dimension humaine et interpersonnelle fortes grâce à son caractère à la fois :

- Universel, s'adressant au plus grand nombre, sans distinction ;
- Local, ciblé, activant la fierté d'habiter sa région au travers de la valorisation de son histoire ;
- « Modeste » mais très humain, concret, palpable et impactant à double titre puisque les effets bénéfiques se mesurent à l'échelon de l'individu lui-même aussi bien dans ses compétences que sur son moral.

*« C'est aussi bien ceux qui ont un emploi que ceux qui n'en ont pas, un mélange de personnes, ça a des effets sur l'emploi mais aussi sur la personne, sur son moral, c'est une personne comme nous qui a parlé et pas un journaliste, elle a parlé de ce qu'elle a vécu, ça nous parle vraiment au niveau de la région, ça concerne vraiment notre région donc ça nous touche plus, de voir par des spectacles les aventures de la mine ça fait connaître aux jeunes, les gens sont fiers par rapport à leur région, ça ne m'étonnerait pas qu'il y ait ici une ou deux personnes ayant fait un stage ou une formation sans savoir que le*

*financement est en partie des fonds européens car je me dis que dans tout ce qui se fait il doit y avoir même une toute petite partie de fonds européens, c'est dommage qu'on ne soit pas suffisamment informés de tous les domaines dans lesquels les fonds européens interviennent, ça les rend plus humains, ça rassure plutôt de savoir que nos impôts vont là-dedans, on est rassuré que l'argent ne soit pas gaspillé »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

### **3.2.5. Piste audio 33 (CSP+ Grenoble)**

***(Professionnalisation des salariés de l'aide à domicile)***

Un peu à l'image de l'exemple d'AOL (piste audio 3), la dimension concrète est potentiellement intéressante, autour de la mise en avant de métiers à vocation sociale insuffisamment reconnus aujourd'hui. Mais le manque de proximité avec l'exemple cité crée un phénomène de mise à distance et tend à multiplier les questionnements, voire à douter du bien-fondé de l'initiative en soi.

*« Je n'ai pas compris comment le fond européen aidait la personne pour valider ses acquis, le fond européen donne des sous à l'organisme de formation ?, dans les clichés encore une fois : la femme de ménage... »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

### **3.2.6. Piste audio 13 (CSP intermédiaires Lorient)**

***(Entreprendre au féminin)***

La dimension concrète ainsi que la thématique de l'emploi et de la création d'activités, au cœur des préoccupations, trouvent un réel écho auprès des employés et professions intermédiaires de Lorient. Se dégage alors l'image d'une Europe qui gagne en proximité surtout auprès des femmes, qui peuvent davantage se projeter personnellement dans cette illustration. L'initiative éveille alors une assez forte curiosité et l'envie d'en savoir plus sur les fonds européens.

*« L'Europe prend une place de plus en plus importante dans les décisions ou les stratégies politiques et c'est positif quand ça permet à des gens d'aménager leur temps de travail, de choisir un métier plus dans leurs compétences ; et l'Europe n'est pas sexiste ! »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Pour autant, parce qu'il paraît en décalage avec le ressenti sur le terrain et qu'il témoigne d'une facilité déconcertante à la limite du crédible « *c'est en allant chercher des tickets de cantine* », cet exemple amène son lots de questionnements sur :

- les critères d'attributions de ces fonds européens ;
- leur inscription dans la durée ;
- leur caractère unilatéral : doit-on rembourser les fonds « prêtés » en cas d'échec ?
- les contrôles opérés suite à l'obtention d'un financement par les fonds européens.

Les participants sont alors partagés entre la crainte d'une sur-promesse (« *tout le monde ne pourra pas en bénéficier* ») et le risque d'abus.

*« ça m'inspire aussi le fait qu'il y a du financement et donc les gens vont peut-être être attirés et avoir envie de créer leur truc et il n'y aura mais c'est aussi une opportunité pour récupérer de l'argent sans avoir forcément de projet, je pense quand même que l'on demande de rembourser les investissements s'il n'y a pas de suite, rembourser certainement pas mais rendre des comptes oui, ils doivent vérifier la véracité du dossier, savoir si ça colle ou pas dans la région, si c'est intéressant, je pense qu'ils suivent »*  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)

### 3.2.7. Piste audio 23 (Agriculteurs-artisans Guéret) (Caféine)

L'initiative est assez bien accueillie et séduit autour des éléments suivants :

- l'ancrage local de l'initiative qui permet aux fonds européens et à l'Union européenne de gagner en proximité ;
- le procédé « remontée de la base » à travers le témoignage de gens qui sont sur le terrain.

*« C'est un bel exemple de réussite. Elle a l'air contente quand même de ce qui lui est arrivé. Pour l'information c'est bien. C'est mieux conçu, mieux fait. On est plus près de la base. C'est une opération locale. C'est plus concret, on va à la source »*  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)

Ces éléments d'attractivité ne suffisent pas à asseoir la crédibilité du message diffusé et l'on observe assez spontanément des phénomènes de mise à distance vis-à-vis d'une initiative qui paraît trop isolée pour offrir de réelles perspectives et trouve finalement peu d'échos auprès d'une cible, qui ne se sent pas concernée.

*« Mais quand j'écoute le contenu, je pense que la fille tout ce qu'elle raconte c'est du bla bla. C'est pipeau moi je trouve. Un chef d'entreprise, on n'a pas besoin de lui dire quoi faire et tout ça. Après il faut voir la finalité du truc, moi j'ai beaucoup de doutes. On ne fait pas très attention à ce qui est dit, on n'est pas concerné »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

### 3.2.8. Texte sur l'école de la deuxième chance (Jeunes, Seine-Saint-Denis)

Des réactions ambivalentes s'observent. L'attrait suscité s'inscrit dans la vocation locale et sociale de l'initiative menée. On plébiscite le côté concret, précis, voire pédagogique du contenu informatif délivré (mention des modalités, de l'alternance, etc.) mais également la référence chiffrée simple et percutante (« 65% ») et la transposition explicite avec son quotidien (problèmes des jeunes de banlieue).

*« J'achète !, c'est exactement ça que j'attendais de l'Europe, ça nous parle, c'est d'actualité, concret du début à la fin, on voit le mécanisme, les jeunes en difficulté auront une deuxième chance, 65% de réussite, c'est axé sur une catégorie de personnes et un problème social, ça parle vraiment de la Seine-Saint-Denis, du problème des banlieues, de l'insertion des jeunes, c'est sûr qu'il y a quelque chose à faire là-dessus, la formation c'est une bonne base, l'alternance c'est bien comme ça ils savent tout de suite si ça leur plaît ou pas, c'est bien car il faut mettre ces jeunes dans le monde du travail, il faut leur donner des exemples pour se projeter, ça montre que l'Europe s'occupe des problèmes de ses concitoyens, ça donne une bonne image de l'Europe, elle est présente, préventive »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

Mais des réserves nombreuses sur l'efficacité réelle sur le terrain s'expriment par ailleurs, qui font réémerger :

- Les questionnements les plus divers : la localisation est-elle pertinente ? ; quel suivi ? ; quelle efficacité à terme ? ; quelle forme d'aide réelle si ce n'est financière ? ;
- Les réserves sur la population ciblée, à savoir les non diplômés, tandis qu'eux-mêmes pour la plupart diplômés peinent à entrer dans la vie active et ont l'impression que rien n'est fait pour eux ;
- Voire des critiques sur l'aspect « deuxième chance » qui donne aux fonds européens l'image d'une « roue de secours », là où des mesures en amont et/ou préventives seraient plus attendues concernant l'accessibilité à l'emploi des jeunes de banlieue...

*« J'ai peur que ce soit un peu de la poudre aux yeux, il faudrait savoir quels sont les secteurs et quelles formations, voir les vrais taux de réussite, les offres d'emplois, ça ne sert à rien si la personne trouve un emploi dans un secteur qui n'a rien à voir, il y a déjà des centres qui permettent aux jeunes de trouver des formations : qu'est-ce que le fond européen va apporter de plus à part de l'argent et des moyens ?, très ciblé alors qu'il y a plein d'autres choses*

*à faire, je trouve dommage que ça s'appelle la deuxième chance : ils ont attendu l'Union européenne pour faire un truc de deuxième chance, impression d'un raté avant donc ça fait pas terrible »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

### 3.3. Evaluation détaillée de quelques réalisations du FEDER

#### 3.3.1. *Film sur le quai d'Aubervilliers (Jeunes, Seine-Saint-Denis)*

L'appréciation de cet exemple est manifeste. On en retient notamment favorablement :

- La participation importante du FEDER (36%) qui apporte à son intervention un poids beaucoup conséquent que ce qu'on aurait imaginé spontanément, rendant sa présence plus indispensable et efficace ;
- La visibilité des résultats aussi bien sur le plan économique avec l'arrivée des entreprises, que privé avec l'insistance sur les répercussions en termes de « lieu de vie » et de revalorisation de l'image de la banlieue, avec des bénéficiaires démultipliés ;
- En mineur, la référence au respect de l'environnement qui valorise d'autant la démarche.

*« C'est une addition de toutes les aides, le FEDER a participé à 36%, c'est énorme, c'est le coup de boost, le Maire le dit lui même : sans l'Europe il y avait l'idée mais pas les moyens, je croyais que c'était beaucoup moins, sans l'Europe ça aurait été vraiment difficile, on ne pense pas forcément à ce type de projet, on voit le résultat, on a les chiffres, on voit que ça peut être applicable, l'arrivée des entreprises, un lieu de vie avec la mamie qui se balade, développement économique, des espaces verts, si on arrive à faire ça sur des entrepôts désaffectés on peut sans doute l'appliquer à autre chose, c'est une réussite, on ne peut pas se permettre de faire un échec avec de telles sommes, ça aide les infrastructures car il a dit qu'il allait y avoir le métro, ça respecte les conditions d'environnement, les bénéficiaires c'est la région, la ville, le Département, c'est chez nous, un lieu de vie pour nous, on est bénéficiaire indirectement même si on ne s'en rend pas compte, ça revalorise la banlieue et les quartiers défavorisés, bon espoir, les FSE devient plus social, porteur de projets et de réussites, c'est un vrai coup de pouce vu la part du FEDER, c'est bien que ça aille aussi en banlieue et pas qu'à Paris »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

Seuls quelques questionnements émergent :

- La démarche très circonscrite autour d'un quartier de la commune d'Aubervilliers interroge sur la démultiplication à l'infini de tels projets, tant la situation des banlieues paraît préoccupante, et l'on doute de capacités de

financement suffisantes pour mettre autant de projets ; en conséquence, certains se demandent si l'effet d'entraînement de projets aussi localisés est suffisant pour redynamiser un territoire tout entier ;

- En mineur, quelques-uns s'interrogent sur le bien-fondé d'interventions publiques là où la dynamisation économique locale devrait passer par le seul entrepreneuriat privé.

*« C'est ciblé sur une petite partie d'Aubervilliers, quel type d'entreprises sont venues s'installer ?, ça aurait été bien de voir tout Aubervilliers pour voir si ça a changé quelque chose globalement, est-ce que ça a développé aussi autour ?, sur un projet comme ça qui a réussi est-ce qu'il n'y en a pas eu d'autres qui ont échoué ?, ça fait peur car on se dit que pour d'autres secteurs il va falloir mettre 10 fois plus, je me demande si ce n'est pas aux entreprises privées de prendre un peu le relais par rapport à tout ça »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

### 3.3.2. Texte sur Alpine Public Procurement Services (CSP+, Grenoble)

L'exemple est plus mitigé. Ce qui retient l'attention tient à :

- La mise en place d'un outil jugé à la fois simple et accessible, s'inscrivant dans un projet a priori peu coûteux mais novateur, original et efficace ;
- La dimension locale transfrontalière avec ses répercussions supposées en terme de développement régional.

*« C'est une bonne idée, facilitant, très régional, facilite les échanges, permet le développement du tourisme, novateur, efficace, les fonds européens deviennent plus crédibles, plus concrets »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

Cependant, l'exemple n'a pas la force d'interpellation d'autres projets et place les personnes interrogées assez à distance au final :

- Une initiative à destination des grosses entreprises, qui renforce à nouveau l'image selon laquelle les fonds européens ne s'adresseraient pas aux PME /PMI, éventuellement en concordance avec ses desseins plus profonds (soutien aux « puissants ») ;
- Un outil Internet qui questionne sur : son accessibilité, sa gratuité, les secteurs d'activité couverts, le coût de sa maintenance, etc. ;
- Enfin, la citation de la Suisse qui fait figure d'usurpateur dans la mesure où on se dit qu'elle va bénéficier de l'initiative sans y avoir contribué financièrement, n'étant pas membre de l'Union européenne.

*« C'est pour les grandes entreprises qui ont de gros chantiers, ceux qui sont au courant, pas pour les PME, c'est ceux qui font de la veille qui sont privilégiés,*

*les fonds européens deviennent plus élitistes, pourquoi un site Internet en particulier ?, c'est un cercle vicieux : on va chercher des infos qu'on a déjà parce qu'on est au courant, ce site n'a rien d'officiel et c'est juste un nouveau media parmi d'autre, quels secteurs d'activité sont concernés ?, est-ce que tout le monde peut y accéder ou il faut un label ?, est-ce utile que ce soit le FEDER qui fasse ça ?, la mise à jour quotidienne doit être lourde et peut coûter cher, est-ce gratuit pour les utilisateurs ?, que vient faire la Suisse là-dedans ?, elle ne donne pas un sou et va en profiter »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

### **3.3.3. Film sur Roubaix « quand la ville s'éveille » (CSP-, Valenciennes)**

L'initiative paraît enthousiasmante, autour des bienfaits suivants :

- Le caractère local de l'initiative, dont les bénéfices ont pu être constatés de visu, avec un réel effet d'entraînement pour toute la zone concernée. En mineur, certains auraient apprécié que l'on montre l'avant / l'après pour un effet encore plus impactant ;
- L'aspect massif et exhaustif du projet qui, grâce à des investissements conséquents permis par le FEDER, a pu se réaliser pleinement et permettre des économies financières et des désagréments moins nombreux pour la population, par rapport à des travaux consécutifs qui se réalisent habituellement par « tranches » au gré de l'apport de financements nouveaux pour des projets de grande envergure et coûteux.

*« Excellent, ça fait revivre une ville, si on connaît bien ces quartiers et qu'on voit ce que c'était il y a 10 ou 20 ans, un bon investissement, le centre commercial qui était là avant était un lieu trouble et le fait d'avoir pu raser complètement et remettre du neuf ça a certainement permis d'atténuer les difficultés, bon pour le tourisme, ça a profité à plusieurs catégories de Roubaisiens, c'est tous les habitants et même les touristes, c'est une initiative efficace parce que maintenant je vais à Roubaix, ça donne une autre image, ça revient au principe de Valenciennes centre qui a eu aussi près de 172 milliards d'euros pour le cœur de ville sans voitures, on ne peut accueillir ça que positivement, ça permet à une commune comme Roubaix de réaliser quelque chose de très important en une seule fois plutôt que d'avoir réhabilité à un endroit sans faire le reste autour et ça n'aurait servi à rien : quand on a une plus grosse somme d'argent si on fait tous les travaux d'un seul coup c'est mieux sinon on fait des petites tranches et quand on a fini la dernière il faut recasser pour faire la suite, ça revient moins cher de faire tous les travaux d'un coup que de s'y reprendre x fois, c'est dommage que dans le film on ne voit pas avant / après »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

Cependant, un effet négatif est soulevé par cet exemple en plus mineur, dans la mesure où le caractère lourd de l'investissement réalisé amène à se demander :

- De quelle nature réelle est le financement apporté : une subvention ou un prêt à rembourser, ce qui inquiète sur le montant d'éventuelles « dettes » pour la région ? (cf. inquiétude latente en mineur en spontané)
- Si la région qui a bénéficié de tels investissements ne sera pas ensuite délaissée de la part des fonds européens, puisqu'elle aurait déjà bénéficié d'un projet lourd, ce qui fait douter de projets renouvelés dans l'avenir ?

*« C'est des crédits ou des subventions ?, ils ont parlé de crédits et un crédit ça se rembourse toujours après, ça ne sera peut-être pas remboursé en argent mais par autre chose, non ce sont des subventions qui sont versées et je ne pense pas qu'on doive les rembourser, c'est donné, non une subvention c'est jamais donné, si c'est donné dans un but bien précis, ils te donnent une partie mais pas tout et il y a bien un crédit, un crédit à la banque ça veut dire qu'on est obligé de le rembourser, (7 personnes = subventions données / 2 = crédits à rembourser), pendant un certain temps la région ne touchera plus de subventions car chaque région a un quota et maintenant on va passer à la prochaine » (3)*  
*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

#### **3.3.4. Texte sur le nouveau complexe hospitalier (CSP intermédiaires, Martinique)**

Cette illustration est très appréciée. Elle confère aux fonds européens une image de proximité et d'humanité, à cause de :

- La thématique sociale, le caractère universel du projet mené qui est d'autant plus parlant que la situation était jugée critique en termes de structures hospitalières ;
- La visibilité des résultats et des bénéfices directs pour la population ;
- La hauteur des investissements réalisés par le FEDER, sans lesquels le projet n'aurait pu voir le jour ou en tout cas pas aussi rapidement.

*« Irréprochable, 36% : ils ont mis une bonne partie, ils sont généreux, ils ont bien contribué, c'est important, sans eux ça aurait été encore à l'état de projet et pas de réalisation car on n'aurait pas eu tous les fonds, on est tous concernés, on en avait besoin parce que Colson est dans un état de délabrement et ce n'est pas bien situé, c'était trop loin et trop isolé, que du positif, ça les rend plus forts, ils sont généreux, ça leur donne une bonne notoriété, une bonne image, plus de proximité parce qu'on avait une image vraiment lointaine de l'Union européenne »*  
*(Employés, Martinique)*

### *3.3.5. Texte sur la téléphonie avancée en Corrèze (Agriculteurs-artisans, Guéret)*

L'initiative se voit dans un premier temps plébiscitée au nom de l'égalité d'accès qu'elle offre en matière de nouvelles technologies et plus spécifiquement de téléphonie mobile sur toute une partie du territoire. En filigrane, les agriculteurs et artisans, évoluant en milieu rural, semblent apprécier le caractère rassurant qu'une telle action véhicule, venant contrebalancer l'image d'une Europe souvent perçue comme menaçante pour le maintien du service public et de ses valeurs premières d'égalité d'accès et de péréquation.

Parce que l'action séduit, on voudrait passer de l'exemple à la généralisation sur le registre de l'obligation pour les opérateurs. Dans ce contexte, se pose alors rapidement la question du choix des régions concernées et de l'absence de tels projets en Creuse. Un point qui réactive les suspicions sur la neutralité et la transparence dans l'attribution des fonds européens.

*« Moi, j'applaudis. En Creuse, il y a énormément de communes où ça ne passe pas et on aimerait bien bénéficier de projets pareils. Ils devraient avoir l'obligation de desservir toute la population, un genre de service public, ce serait intéressant que l'Europe soit derrière les opérateurs en leur disant qu'il faut qu'ils s'installent partout, que l'Europe mène ce genre d'opération partout et pas juste en Corrèze »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

### *3.3.6. Embarquement pour la culture (CSP intermédiaires, Lorient)*

A l'instar du film sur Roubaix, cette initiative recueille l'adhésion générale et cela pour plusieurs raisons :

- son ancrage local est très parlant. Le théâtre est connu de tous et l'intervention des fonds européens quand elle n'est pas supposée ou connue paraît totalement crédible. Elle renvoie, par ailleurs, à la logique de fonctionnement qu'on imagine (partenariat avec l'Etat et les collectivités) ;
- la participation des fonds européens dans le financement d'infrastructures culturelles régionales rassure également sur une Europe soucieuse de préserver les spécificités culturelles et atténue de la sorte les craintes d'une dilution identitaire, particulièrement fortes en Bretagne ;
- enfin, les répercussions perçues en terme de création d'emploi et de développement économique confèrent à cette action toute sa pertinence.

*« On se dit que l'Europe s'intéresse à notre ville et à la culture, je crois que le fait que l'Europe s'intéresse beaucoup à la culture c'est une volonté de faire ressortir chaque langue, chaque culture différente et pas de faire une espèce d'amalgame de tout et de faire une monoculture, moi j'avais cette impression- »*

*là au contraire, c'est ce qui me faisait peur, maintenant je vois les choses différemment. Ce qui me faisait peur dans l'Europe c'est que chacun perde son identité, c'est aussi un excellent moyen de développer l'emploi »*  
*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

### 3.4. Evaluation détaillée de quelques réalisations du FEOGA / LEADER

#### 3.4.1. *Texte sur le Nautibus (Jeunes, Seine-Saint-Denis / Agriculteurs-artisans, Guéret)*

L'action menée dans le cadre du Nautibus bénéficie d'une assez forte notoriété auprès des participants du groupe de Guéret qui se souviennent en avoir entendu parler tant à la télé que dans la presse régionale.

*« J'en avais déjà entendu parler. J'ai vu le Nautilus une fois à la télévision, sur France 3 Limousin, moi j'en avais entendu parler par le journal. Et dans les bulletins du Conseil général aussi. »*  
*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

L'initiative, en tant que telle, se voit saluée dans un premier temps aussi bien par les jeunes d'Ile-de-France que par les agriculteurs du Limousin pour :

- son caractère local et rural, apportant des dimensions d'exhaustivité et de proximité indéniables aux fonds européens ;
- en plus mineur, son effet d'entraînement supposé pour dynamiser les territoires ruraux. Cette action est d'autant plus soutenue dans le Limousin que le département souffre d'un retard en terme d'accès à l'Internet haut débit.

*« J'en ai entendu parler, c'est pas le seul : il y a plusieurs bus comme ça qui se déplacent, ça va tout développer, les entreprises par la suite, le haut débit dans la région pour mettre Internet, c'est utile, on va vers les gens, surtout dans une région où il n'y a que des vaches et où les gens n'ont pas forcément accès à des médiathèques, bien pour les personnes qui ne peuvent pas se déplacer, c'est bien, ils s'occupent vraiment de tous les problèmes, ils pensent à ce à quoi nous on ne pense pas »*  
*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« C'est bien.. De toute façon, c'est une expérience intéressante. Oui, c'est fait pour vulgariser les sites Internet, c'est un outil pédagogique pour travailler, l'Europe peut faire des belles choses, c'est utile, faut innover quand même. Il faut avancer »*  
*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

L'exemple est pourtant appréhendée de manière différenciée selon la cible. Les jeunes de Seine-Saint-Denis se sentent assez éloignés de cette initiative dont l'impact en termes d'image reste ambivalent de par son caractère très (trop ?) micro et ponctuel, là où il semblerait plus opportun de réaliser des initiatives pérennes. Des doutes s'immiscent alors sur l'efficacité réelle des fonds européens en matière de développement et de dynamisation territoriale.

*« C'est ponctuel non ?, 15 par rapport à la population c'est rien, ça serait bien qu'à terme ce soit fixe et qu'on installe le haut débit partout plutôt, pourquoi ne pas plutôt mettre des ordinateurs dans des zones fréquentées, c'est encore un autre fond »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

Les agriculteurs et artisans émettent, quant à eux, certaines réserves sur la réelle pertinence de cette action dans la mesure où l'accès à Internet ne se dessine pas localement, selon eux, comme une attente prioritaire. En outre, d'aucuns regrettent le manque de visibilité des fonds européens dans le financement de cette initiative.

*« Mais ça débouche sur quoi ? Au lieu d'obliger France Telecom à amener l'adsl partout, on crée un petit bus avec une antenne parabole. Il y a des gens dans nos campagnes qui rament pour vivre. Alors bon le Nautilus... ça leur passe un peu au dessus de la tête. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

#### *3.4.2. Texte sur les fermes relais en Ardèche (CSP+, Grenoble)*

A priori, il s'agit là d'une initiative valorisante en termes d'image car elle met en avant :

- La dimension locale, rurale, de proximité et l'aspect concret des réalisations permises par les fonds européens ;
- Leur vocation solidaire, en vue d'une harmonisation territoriale jugée saine et indispensable.

*« Très concret, c'est important le maintien en zone rurale, ils aident les régions défavorisées et les particuliers plus proches, humains, concrets »*  
*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

Pourtant l'exemple ne permet pas de drainer des bénéfices d'image conséquents pour les fonds européens et réactive d'ailleurs beaucoup de questions :

- Une teneur trop micro qui interroge sur le bien-fondé de tels investissements à l'échelon communautaire, là où des initiatives de plus grande envergure sont attendues ?;

- Des mesures « pansements », là où on aimerait des initiatives structurelles en amont ?;
- Des détournements possibles de financements européens au profit d'« initiés », là où soi-même on se sent démuné et peu informé pour pouvoir en bénéficier ?

*« Pourquoi passer par l'Union européenne ?, c'est un problème de proximité donc c'est démesuré de passer par l'Union européenne, pourquoi l'Union européenne vient s'occuper de la désertification en Ardèche ?, est-ce que ça vaut le coup de donner de l'argent européen à ces fermes ?, on laisse les choses se détériorer et après on intervient, pourquoi ne pas prendre les choses en amont ?, je connais bien ce coin d'Ardèche et ce sont des beatniks qui se sont installés, on n'est pas égaux devant l'information au niveau européen, il y a des gens qui ne sauront pas monter un projet »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

### **3.4.3. Texte sur le plan d'accompagnement pour l'agriculture durable (CSP-, Valenciennes)**

Ce projet qui interpelle favorablement à cause de :

- Sa vocation rurale qui, par la valorisation des « terroirs » touche au sentiment de fierté régionale et renverse l'image du « rouleau compresseur » habituellement accolée à l'Union européenne en matière de subventions et d'initiatives agricoles
- Sa finalité « durable » et environnementale

*« Parlant, concret, précis, des financements sur des recherches de semences, promouvoir les produits du terroir ça ne peut que faire du bien à l'agriculture, c'est efficace, favoriser l'agriculture bio c'est un coup de pouce pour utiliser moins d'engrais, les gens commencent à être sensibilisés à l'environnement, ça peut aider les agriculteurs et leurs familles à rester sur place plutôt que d'obliger les jeunes à partir ailleurs à la recherche d'un emploi, si ça aide l'activité sur place ça permet de garder une population dans un village et de garder la boulangerie, le café, etc., si on parle du terroir ça fera de la pub pour la région, les gens seront plus attirés par un produit du terroir qu'un produit banal, faire connaître son terroir c'est bien, ça nous concerne, ça apporte aussi une certaine fierté qu'on parle de notre région »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

En mineur seulement, on se demande si de telles actions « correctives » n'interviennent pas en aval, alors qu'on aimerait voir des actions plus structurelles et préventives se réaliser.

*« On a du mal à imaginer parce que quand on voit les agriculteurs qui ont cessé leur activité..., ça arrive peut-être un peu tard »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

#### **3.4.4. Texte sur le PRAM (CSP intermédiaires, Martinique)**

Sur le fond, l'illustration retient l'attention autour des éléments suivants :

- Le souci de pérenniser l'activité agricole, de l'inscrire dans une dimension durable avec un souci de préservation des ressources naturelles dans le temps, notamment parce que c'est un secteur important pour la Martinique ;
- Une agriculture moderne bénéficiant d'une coopération en matière de recherche ;
- La mention de « 100 emplois », dans une zone fortement touchée par le chômage.

*« ça peut être une excellente chose : la canne on n'en a presque plus, la banane est en voie de disparition donc s'ils font des recherches pour diversifier l'agriculture pour trouver un autre moyen de pouvoir exporter des produits agricoles c'est très bien, c'est bien pour le développement de l'agriculture, au niveau de la Martinique c'est tout ce qu'on peut produire au niveau de l'agriculture ou de la pêche : on n'a pas de pétrole !, 100 personnes avec un emploi c'est bien, ça crée une diversité, des échanges, il y a des chercheurs des pays avoisinants qui viennent, ça les rend moins froids, moins sociaux, ils vont être aimés de ce qui sont très forêt, verts, je me disais que les fonds européens c'est plutôt inaccessible et là ça fait 100 employés, des recherches, une avancée dans l'agriculture »  
(Employés, Martinique)*

Mais au final, la non connaissance absolue de ce centre interroge plus qu'elle ne valide l'initiative menée, réactivant les doutes massifs émis en spontané quant au décalage entre l'apport financier et la valeur des réalisations effectives sur le terrain et quant aux répercussions réelles sur la population locale.

*« C'est de l'argent gaspillé, on ne voit pas ces gens-là sur le terrain, on ne peut pas financer ça autre part ?, on aurait du faire des cellules dans chaque commune : j'aurais préféré voir 10 personnes à 10 endroits que 100 dans un laboratoire, depuis quand ils sont là ?, c'est dommage qu'on ne sache même pas que ça existe, on ne connaît pas les avancées et ce qu'ils font et pourtant la Martinique est toute petite, ils ne nous informent pas de ce qu'ils cherchent, est-ce qu'ils ne prennent pas au lieu de donner, qu'est-ce qu'ils comptent nous apporter ?, s'il y a un trésor quelque part qu'on nous informe car là j'ai l'impression qu'ils gardent tout pour eux, on ne sait pas ce qui se passe, on n'est pas intégré aux choses »  
(Employés, Martinique)*

### 3.4.5. *Film sur la qualité de l'eau des rivières (CSP intermédiaires, Lorient)*

Les réactions spontanées se révèlent relativement positives et se trouvent indéniablement renforcées par la caractéristique à la fois très concrète et pédagogique de l'exemple retenu. Sur ce point, le regard croisé de l'ensemble des acteurs concernés agit favorablement. Les bénéficiaires sont faciles à identifier à tous les niveaux et la dimension environnementale à travers la qualité de l'eau trouve un écho certain parmi les participants, qui se sentent directement concernés. L'initiative s'inscrit également sur le long terme ce qui répond aux attentes exprimées vis-à-vis des interventions de l'Union européenne.

*« C'est l'exemple le plus concret de ceux qu'on a vus. Il sait où il va le gars, il explique qu'ils se sont mis à plusieurs pour réaliser ce truc-là et qu'au bout du compte ils vont lui envoyer des subventions pour que quelqu'un vienne sur le terrain pour expliquer, il y a quelque chose de concret, on va améliorer la qualité de l'eau, ce qui est très important pour le futur. On sent qu'il y a une vision à long terme, c'est peut-être préférable de payer des gens à expliquer que de payer la dépollution de l'eau après. Ce n'est pas donner de l'argent pour donner de l'argent, il faut donner des méthodes, des solutions pour que les gens agissent »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

L'Europe gagne également fortement en proximité dans cet exemple parce qu'elle apparaît clairement incarnée, grâce à l'intervention du représentant des affaires européennes, soucieux de prendre en compte les difficultés rencontrées au niveau de la région. Sa présence sur le terrain apparaît, par ailleurs, comme un excellent moyen de crédibiliser l'opération.

*« Il y a un délégué européen qui est sur place, ce n'est pas quelqu'un qui est à Bruxelles là-bas, on voit cette femme qui est chargée de la communication à l'Europe »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

### 3.5. Evaluation détaillée d'une réalisation IFOP : Pêcherie de langoustine (CSP intermédiaires, Lorient)

Cette initiative est accueillie très favorablement au nom des différents bénéficiaires qu'elle sous-tend, aussi bien sur le plan environnemental à travers le souci affiché de préserver les espèces, qu'au niveau économique à travers l'aide au maintien des emplois du secteur. Par ailleurs, l'approche « préventive » qu'elle décèle, en agissant sur l'amont, séduit et contrebalance avec l'image de fonds européens qui interviendraient principalement de façon « corrective ».

*«C'est très bien. Ça a été réfléchi parce que de toute façon il commence à ne plus y avoir grand-chose dans le fond de la mer donc il faut bien trouver des solutions. C'est très bien pour l'écologie ; l'idée positive, c'est de prévoir. C'est pour préserver l'espèce, pour donner du travail à long terme, on protège l'environnement »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

L'aspect palpable et très pratique de ce que financent les fonds européens à travers cet exemple (à savoir un filet de pêche) permet également de sortir du registre généralement assez abstrait des subventions et favorise de la sorte un phénomène d'appropriation plus direct. Enfin, l'approche partenariale des fonds européens avec les professionnels du secteur dégage une image de proximité et de volonté d'écoute très appréciée.

*« Ce n'est pas que de la subvention. C'est quand même beaucoup plus sympa que des subventions pour mettre des terres en jachère. Ça fait moins tirelire »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Toutefois l'aspect « fractionnement » se voit une nouvelle fois souligné et la question d'une absence de généralisation de « bonnes pratiques » comme celle-là se pose rapidement.

#### 4. Les axes de communication sur les fonds européens : un ancrage dans le concret et la proximité qui plait dans l'ensemble, mais ne fonctionne pas toujours pleinement

Le niveau de visibilité des communications relatives aux fonds européens est quasiment nul. Certains citent évasivement :

- La mention de « *financements européens* », de « *montants d'investissements* », évoqués notamment dans les publications des collectivités territoriales, mais aussi sur des panneaux d'affichage en zones de travaux, parfois repérés par la visibilité du « *petit drapeau de l'Europe* » mais en aucun cas un rattachement à des domaines d'intervention particuliers ;
- En beaucoup plus mineur, quelques spots TV ou radio, sans que personne ne puisse à nouveau détailler plus avant ni la forme, ni le contenu de ces communications.

*« L'info sur les fonds européens est inexistante, des pubs à la télé, dans le journal de la région, dans Isère magazine le journal mensuel du Conseil général »*

*(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Les petits journaux style Edito le mensuel de Valenciennes, les journaux des mairies qui parlent des subventions et de ce qui a été fait, on parle de subventions mais ils ne disent pas si c'est les fonds européens ou pas, ça fait partie d'un tout donc on ne voit pas spécialement la part de l'Europe, il y a aussi les panneaux de travaux avec le drapeau européen mais il est petit, des spots radios mais très peu et pas précis : ça ne m'a pas marqué comme de la publicité »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Des panneaux de travaux, la télé, Business Week où ils récapitulent les actions des fonds européens et tout ce qui a été fait, les dépenses, il y a un truc qui passe à la télé pour les créations d'entreprise : un petit spot très bref qui ne passe qu'une fois dans la journée donc il faut vraiment tomber dessus, on t'aide mais on ne te dit pas comment, il faut vraiment aller vers l'information »*

*(Employés, Martinique)*

#### 4.1. Les supports de communication testés : des supports audiovisuels plutôt impactants, les autres supports semblant moins porteurs en l'état

##### 4.1.1. *Film 1 - La jeune femme pompier d'entreprise à Massy (FSE) (Jeunes Seine-Saint-Denis)*

Sur le fond, l'appréciation est positive :

- La thématique retient l'attention car elle parle de l'accessibilité des jeunes à l'emploi via la formation, un sujet qui les touche particulièrement. De cet exemple, les fonds européens et l'Union européenne sont ainsi valorisés par leur soutien à des actions de proximité, sur le terrain, au cœur des préoccupations des jeunes ;
- Le métier est plutôt bien choisi, original, et parle à tous (même si une personne doute de son accessibilité réelle aux femmes, pour avoir elle-même échoué dans ce domaine).

*« Un plan d'insertion pour les jeunes, recrutement d'emplois spécifiques, un métier en pleine expansion et accessible à tout le monde, mobiliser les jeunes, sensibiliser les jeunes, ceux qui n'ont pas de boulot à se revaloriser eux-mêmes par la formation, l'emploi et pas que la politique, montrer qu'ils peuvent sortir quelqu'un de sa galère, montrer que l'Europe est là, la France est soutenue par l'Europe, l'Europe est là / j'ai déjà essayé de faire cette formation et il n'y a pas de femmes »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

La forme du spot est en revanche évaluée de manière plus ambivalente :

- Le choix d'un témoignage individuel plaît car il est concret et pédagogique, véhiculant une image de proximité à nouveau. Mais il ne séduit que si l'on imagine une déclinaison de témoignages variés, avec une attente forte d'illustrations situées dans d'autres pays européens, prouvant à nouveau l'impact positif de la question de la mobilité professionnelle auprès de cette cible ;
- Le zoom sur la carte européenne n'est pas mentionné en spontané car il passe (trop ?) rapidement à l'écran. Sur relance, il est plutôt apprécié car il laisse justement présupposer l'existence d'autres témoignages similaires ;
- La mise en scène manque également un peu de dynamisme et de crédibilité, dans le sens où la personne semble trop statique et qu'elle n'est pas suffisamment montrée en action dans le cadre de son activité ;

- Le fond musical est diversement apprécié : satisfaisant pour les uns, il semble trop « mou » aux autres ;
- Enfin, la dimension européenne et l'émetteur ne sont pas très distinctement repérés, même après une seconde visualisation

*« Un témoignage d'une jeune en particulier ça rapproche de nous, c'est concret, c'est la description précise d'une personne, un jour une personne, un suivi du début à la fin, c'est crédible, on y croit, ça rappelle les spots qu'on voit à la station Europe ou un jour un métier sur la Une après le journal, ils ne devraient pas se focaliser sur une seule personne mais en mettre plusieurs, pas étoffé, faire carrément comme un petit reportage de journal, ça n'est qu'un exemple parmi tout ce qui pourrait être fait, ou alors décliner un spot par jour et faire un talk show à la fin de la semaine où on invite les personnes comme ils avaient fait pendant les élections où ils avaient invité les jeunes représentants des quartiers qui avaient rencontré les représentants directs des partis et c'était une grande réunion dans ce type-là où chacun pouvait s'exprimer »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« C'est pas assez captivant, on ne la voit pas assez à l'action, il faudrait changer les images où elle est en intervention, dans la plus grande partie du spot on ne la voit pas en action, elle a l'air de s'ennuyer dans le cinéma, elle passe dans une salle vide comme ça pffff... »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

#### **4.1.2. Film 16 - L'aide au recrutement à Rueil-Malmaison (FSE) (jeunes Seine-Saint-Denis)**

Sur le fond, l'action est perçue de façon positive, en tant que vecteur de proximité et d'efficacité :

- L'action conjointe à destination des employeurs / des candidats à l'embauche valorise d'autant plus l'action communautaire qu'elle semble réfléchie, optimisée ;
- En revanche, l'intervention européenne sur ce créneau peut surprendre et générer des questionnements, notamment en l'absence de référence explicite aux structures françaises gérant les problématiques liées à l'emploi ;
- A la marge, une référence possible au Contrat Nouvelle Embauche, encore très marqué dans les esprits.

*« On voit l'employeur, ça ne s'adresse pas seulement à celui en recherche mais ça aide aussi l'employeur à trouver les compétences, l'employeur est aussi*

*aidé par l'Europe c'est cool, ça résout les problèmes de chacun car beaucoup d'employeurs ne trouvent pas les compétences, l'idée est de mettre en contact les chercheurs d'emploi et les entreprises qui veulent recruter, on ne va pas envoyer dans des branches bouchées, ça fait gagner du temps à tous, c'est rapide est efficace : il recherchait quelque chose de rapide et efficace et ils ont été rapides et efficaces, ça a marché et il a gagné du temps »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

Sur la forme, des appréciations mitigées :

- Une mise en scène plus dynamisante que le précédent spot, une ambiance également plus moderne, plus gaie ;
- Mais à nouveau un manque de représentation des étapes concrètes menant à l'embauche, côté employé comme employeur, qui limite le contenu informatif apporté finalement.

*« C'est plus captivant, plus éclairé alors que la fille pompier c'était tout sombre »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Par quels moyens ils ont réussi ?, c'est quoi ?, un organisme qui est payé pour mettre en place un système pour trouver des employés aux employeurs ?, à combien s'élève le financement ?, le financement est pour quoi concrètement ?, l'argent sert à quoi exactement ?, à qui il a fait appel ?, on ne le voit pas sur le terrain non plus lui, on ne le voit pas recruter, on ne voit pas les entretiens, sur quels critères il embauche ? »  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

#### **4.1.3. Film 14 - La création d'activités (FSE) (CSP+ Grenoble)**

Sur le fond, l'exemple est parlant :

- Le soutien aux initiatives individuelles est positif en soi et apporte une dimension de proximité, même si en mineur certains doutent de la pérennité des actions ainsi soutenues dans la mesure où beaucoup de micro-entreprises ferment rapidement ;
- Le soutien à une structure préexistant localement apporte une caution supplémentaire en termes d'efficacité et de suivi sur le terrain ;
- Mais un parasitage entre la dimension européenne et la politique nationale, à cause des références institutionnelles nationales plus relevées ici parce qu'elles entrent en interférence avec des objectifs gouvernementaux supposés. Du coup, les questions émergent sur le rôle effectif des fonds européens dans ce cas précis...

*« L'Europe a participé, un jeune voulait créer son emploi et il a fait appel à la maison de l'Europe de Bonneville et ça lui a permis de créer son activité, les fonds européens aident la maison de l'emploi qui aide la personne à monter son entreprise / je suis pessimiste car on sait qu'une entreprise ferme souvent dans les premières années »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« On dirait que ça passe par la politique du gouvernement du moment : la cohésion sociale c'est la politique du moment, de Borloo, etc., ils ont financé quoi concrètement ?, un magasin ?, une aide à la création d'entreprise ?, on ne sait pas d'où viennent les fonds, ni où ils vont vraiment »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

Sur la forme, une évaluation assez positive, dynamisante même si la première visualisation n'avait pas toujours permis de repérer le suivi d'une même personne sur un parcours, ce qui avait brouillé la compréhension du spot

*« Je n'avais rien compris, je voyais plusieurs projets et non qu'il s'agissait de la même personne »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

#### **4.1.4. Film 17 - La mobilité européenne (FSE) (CSP+ Grenoble)**

Il s'agit là d'un spot pertinent quant à l'exemple choisi, duquel se dégage aussi la thématique attractive de la mobilité, en termes de formation notamment.

*« Elle a eu une formation en Allemagne et ça lui a donné une promotion et un CDI, l'Europe donne des fonds, ça cible les jeunes »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

Mais à nouveau les mêmes réserves que celles exprimées pour le spot précédent.

*« Pas très concret par rapport au film 14, on ne comprend pas bien la formation en Allemagne »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Ce sont les Ministères qui distribuent l'argent, on ne sait pas très bien qui communique précisément »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

#### **4.1.5. Film 11 - La création d'activités (FSE) (CSP- Valenciennes)**

Sur le fond, l'exemple qui séduit par :

- Son thème valorisant : l'aide à la réalisation de projets personnels, notamment via quelques mentions qui captent l'attention : le prêt à taux zéro, la création effective de deux emplois ; et via l'idée d'accessibilité et de simplicité des démarches qui permettent une projection et une identification encourageantes et porteuses d'espoir ;
- Sa dimension informative précise, concrète et pédagogique qui renforce l'aspect concret et de proximité des actions soutenues par les fonds européens. D'ailleurs, la curiosité s'exprime à travers l'envie immédiate d'en savoir plus.

*« Prêt à taux zéro, elle dit bien les démarches qu'elle a faites pour y arriver tandis que les autres fois on ne voyait pas bien et on se demandait comment ils avaient réussi, ça montre concrètement que les fonds peuvent aussi aider individuellement, très précis et ciblé, explicatif, clair, il y a des organismes qui fonctionnent en partie avec des fonds européens, l'Europe peut nous aider à créer notre emploi, à réaliser un projet professionnel, ça fait deux chômeurs de moins, ça rend les fonds européens plus crédibles, plus accessibles, pour moi au début les fonds c'était purement politique et ça ne servait que pour des gros trucs, là c'est individuel aussi, ouvert à tous, il ne faut plus avoir peur de demander, c'est direct, il n'y a pas de grandes explications, pour monter son dossier elle est passée par une association qui a certainement fait le lien entre la personne et la région, ça n'a pas paru compliqué de réaliser son projet, ça paraît simple, le ton est relax, simple et direct, motivant et pas agressif, encourageant, le chômeur qui écoute ça aura bien envie de monter son propre projet, c'est simple à comprendre, la musique en arrière fond est reposante, ça met en confiance, tout est possible »*  
*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Ils devraient peut-être mettre où est-ce qu'on doit se renseigner, dire si vous avez un projet de formation, il y a une adresse Internet à la fin, il faudrait carrément mettre quelqu'un qui le dise qu'il y a un site Internet et un téléphone »*  
*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

Sur la forme, le spot est également plutôt réussi :

- Un témoignage percutant, au rythme enlevé, avec lequel la complicité est évidente ;
- Le zoom sur la France est immédiatement repéré et jugé percutant ; à la marge, une personne se souvient l'avoir repéré dans un spot qu'elle aurait visualisé à l'écran auparavant ;
- En mineur, le choix d'une personne ayant un défaut de prononciation ne facilite pas la compréhension du message.

*« L'image de la France avec tous les petits carrés dedans m'a fait tilt, il y avait déjà eu un truc comme ça sur les secrétaires médicales, une fille qui travaillait pour une école grâce à une formation, c'est marquant, tape à l'œil »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« On comprend mal le nom de l'association, elle zozotait »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

#### **4.1.6. Film 10 - L'insertion professionnelle (FSE) (Agriculteurs-artisans, Guéret)**

Le film obtient globalement un retour satisfaisant. On apprécie surtout le format court retenu.

Sur le fond, les avis sont plus clivés :

- Certains apprécient l'intervention de l'Union européenne dans le domaine de l'insertion professionnelle de personnes fragilisées qui lui confère une image plus sociale et proche des préoccupations de ses concitoyens ;
- D'autres (en majeure), rejettent ce qui s'apparente trop clairement pour eux à une forme d'assistantat. Le caractère trop « social » de l'opération suscite alors de fortes réserves. Non seulement on doute de l'efficacité de ce genre d'actions mais on tarde également à considérer que cela relève du domaine de l'Union européenne.

*« J'emploie ce genre de personnes, du moment qu'elles veulent travailler, ça va. Le seul problème, c'est que depuis 15 ans, ce sont les mêmes : ils sont toujours à la rue ou au chômage, donc un message comme ça c'est encourageant pour ce petit jeune mais pourvu qu'il ne soit pas le seul »*

*(Agriculteurs-artisans, Guéret)*

*« C'est notre pognon, il n'y a pas à tortiller donc de savoir qu'il sert à quelque chose de concret, c'est plutôt satisfaisant »*

*(Agriculteurs-artisans, Guéret)*

*« Moi, franchement, je ne vois pas l'intérêt de ce genre d'opération. Je ne vois ce que l'argent européen vient faire pour dire à un gars ; voilà, il faut bosser, ça ne sert à rien »*

*(Agriculteurs-artisans, Guéret)*

Sur la forme, même si le format fait trop « pub » par rapport au sujet abordé, il se révèle relativement attractif.

*« C'est bien. Ça sent le flash info bien préconçu. C'est bien foutu. »*

*(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

#### 4.1.7. Film 7 - L'égalité hommes-femmes (FSE) (CSP intermédiaires, Lorient)

Ce film suscite une adhésion générale parmi les participants.

Sur le fond, la clarté du spot est soulignée. Le message selon lequel l'Europe aide ses citoyens à financer leurs projets semble correctement assimilé par nos participants. Ils saluent alors cette initiative pour les bénéfices permis sur une thématique centrale pour eux, à savoir la création d'emploi. L'idée d'une intervention des fonds sur le registre du « gagnant-gagnant » pour l'ensemble des protagonistes concernés (employeur / employé) se révèle particulièrement pertinente et attractive.

*« On comprend, c'est clair. Ça aide l'employeur et l'employé. Peut-être que sans l'Union européenne il y aurait eu deux emplois en moins puisque il n'y aurait pas eu l'aide puéricultrice qui serait intervenue ; ça peut créer de l'emploi »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Certains se rappellent avoir déjà vu ce spot avant le journal télé. Sur la forme, l'aspect « témoignage » séduit fortement. Le fait de s'intéresser à une personne en particulier et de suivre son parcours captive le spectateur dans la mesure où il peut plus facilement s'identifier et se projeter. La simplicité du spot se voit également appréhendée favorablement.

*« Oui, avant le journal, c'est récent dans ma mémoire, je ne peux pas dire quand, peut-être l'année dernière ou il y a deux ans, il y avait un tas de métiers comme ça ; je trouve qu'il y a une situation, une personne qui parle de sa vie, après il y a un moment fort, et après il y a la démarche, il y a une situation de fait et on s'intéresse à la vie d'une personne. »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

#### 4.1.8. Film 3 - La lutte anti-discrimination (FSE) (CSP intermédiaires- Martinique)

Sur le fond, il s'agit là d'un sujet porteur auprès de cette cible :

- Une thématique qui plaît à cause de l'enjeu sur lequel il convient de sensibiliser et d'agir aujourd'hui : les discriminations ;
- Après une deuxième visualisation, un contenu informatif assez précis qui mentionne les démarches à suivre et les possibilités d'action si l'on est soi-même victime de discriminations à l'embauche ; mais ce contenu semble avoir échappé à la plupart à l'issue de la première visualisation (peut-être en raison d'une multiplicité d'angles de vue pour aborder la question, qu'il conviendrait de simplifier ?) ;

- En plus mineur, et après réflexion, l'ancrage de la personne dans son quotidien et sa vie au-delà de sa dimension professionnelle, qui renforce l'impact de l'initiative menée comme de son enjeu.

*« Formation et discrimination à l'embauche, la façon de réagir à ça et les démarches à faire, ça nous touche, c'est quelque chose de tous les jours, un témoignage personnel, ça peut arriver à n'importe qui, ça arrive tout le temps, langage courant, tout le monde, la vie de tous les jours, c'est familier et en même temps ça passe bien, c'est bien de parler au grand public, les détails sont faits pour montrer sa vie de tous les jours, c'est bien pour la mettre dans le bain, il faut de la vie pour qu'on puisse se sentir intégré, c'est bien qu'elle ait décidé de réagir, elle a pris une initiative, elle reste présente, ah je n'avais pas bien compris et là je comprends le contexte : elle ne savait pas comment réagir face à un certain cas de discrimination, maintenant elle travaille et elle a fait une formation, elle sait maintenant quelle attitude adopter »*

*(Employés, Martinique)*

Sur la forme, des optimisations paraissent indispensables :

- Un manque de clarté ou une dilution des éléments informatifs principaux, pas toujours perçus en première approche, sans doute à cause de la forme du spot ;
- En conséquence, on ne fait pas toujours le lien avec les représentations filmées présentées, si ce n'est en rationalisant à l'issue d'une seconde visualisation : un manque de visibilité de la situation problématique qui est finalement le cœur du sujet, à savoir la discrimination !;
- Enfin, comme pour les autres spots, un impact limité du témoignage, si l'on n'imagine qu'un témoignage unique, d'autant que l'on ne repère pas spontanément le zoom sur la carte européenne.

*« Pas très parlant, on écoute mais il n'y a pas trop d'information, je n'ai pas trop capté, flou, il faut donner plus d'infos sur ce qu'elle vient de dire, on aurait pu la montrer en entreprise car on la voit dans la rue et à l'ANPE, c'est déjà vécu mais on n'a pas montré le truc en direct, elle a subi une forme de discrimination et même si c'est déjà passé on pourrait au moins refaire l'action, on aurait du montrer avant comment elle était et après, il faudrait que ça flashe tout de suite, ça manque un peu de caractère »*

*(Employés, Martinique)*

*« il manque des témoignages d'autres personnes, ça serait plus crédible qu'un seul, par exemple 2-3 personnes, pas forcément quelque chose de plus long mais les détails où elle mange et où elle est dans la rue on peut réduire, ah il y a un zoom qui part de la France, ça montre que c'est un témoignage parmi plusieurs »*

*(Employés, Martinique)*

#### **4.1.9. Affiche « Merci Ana Maria » sur la formation professionnelle (CSP+ Grenoble / CSP intermédiaires-Martinique / Agriculteurs-artisans Guéret /CSP intermédiaires Lorient)**

La forme de l'affiche plaît globalement, mais n'est pas totalement satisfaisante :

- Une affiche gaie, colorée, dynamique, de bonne dimension, dont se dégage une sensation immédiate de sympathie, en partie liée aux sourires des deux personnages en haut ;
- Mais des codes visuels trop génériques pour spécifier la formation professionnelle : la photo du haut notamment évoque une publicité « lambda » pour une banque, une assurance ou une mutuelle, tandis que la photo du bas illustre mieux le thème mais attire moins le regard ;
- Enfin, la dimension européenne est également insuffisamment mise en avant (seulement en bas via le drapeau européen et la mention de « *fonds structurels* » méconnue d'ailleurs la plupart du temps, de même que « *Objectif 3* » qui parasite la compréhension).

*« Jolie, on repère bien la région car c'est une affiche qui émane de la région Nord Pas de Calais, on voit que c'est l'Europe aussi mais européen c'est marqué en petit, il faut le mettre en plus gros, il y a les étoiles heureusement mais elles font penser à la MGEN, il faut bien citer l'Union européenne dans le message, ça ne me touche pas, ça fait publicitaire, ça rappelle une pub pour une banque, c'est froid et technologique, commerciale, ça n'évoque pas du tout la formation professionnelle, la photo du haut est quelconque, que veulent dire les trois points après formation professionnelle ?, être plus direct et moins en nuances »*

*(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« On ne voit pas le lien, ça fait assurance, c'est ambigu, ça ne va pas avec la formation professionnelle, il faudrait un photo montrant plus l'aspect professionnel avec deux trois ouvriers, mentionner que c'est financé par l'Union européenne car là il y a juste le logo, tout le monde ne sait pas ce que c'est les fonds structurels, et le programme Objectif 3 qu'est-ce que c'est ? »*

*(Employés, Martinique)*

*« Ça n'est pas très concret pour moi, c'est trop vague : c'est quoi les projets, c'est où, c'est qui ? Pour moi c'est nul, ça manque de transparence. On voit*

*juste un gamin qui travaille, et on nous dit qu'il y a eu des investissements. C'est factuel. »*  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)

*«Ce n'est pas parlant. Ça veut dire quoi programme objectif 3 ? Il y a des personnes qui ont essayé de faire passer un message au travers de ces affiches quelles qu'elles soient donc il y a un travail qui a été fait donc je suis un peu gênée que tout le monde... Oui mais ça ne saute pas aux yeux, une affiche ça doit être parlant »*  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)

Sur le fond en revanche, la signature paraît tout à fait problématique :

- La thématique de la formation professionnelle est très valorisée, surtout par les CSP intermédiaires- de Martinique qui insistent sur la notion d'accessibilité qui se dégage de l'affiche ;
- Si la signature avec la référence à « Ana Maria » intrigue et suscite la curiosité, elle est en tout cas rarement décodée, et subsiste une sensation désagréable d'incompréhension face au message délivré, ce qui frustre d'autant que le thème attise l'intérêt !

*« On a pris un prénom mais on ne comprend pas pourquoi ?, pourquoi Ana Maria ?, être plus simple et plus concret, c'est trop intello comme affiche ! »*  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)

*« Pour la formation professionnelle, c'est qui Ana Maria ?, c'est l'enfant qu'on voit non ?, si l'enfant Ana Maria a réussi à collecter l'information et à pousser son père c'est que c'est accessible à tout le monde, et par rapport à l'âge du père c'est qu'on peut faire la formation à n'importe quel âge, moi je ne comprends toujours pas trop le truc, merci Ana Maria je ne comprends pas !, en fait Ana Maria c'est quoi ?, les gens vont contacter le Conseil régional pour savoir ou le Conseil général, il faut enlever le petit slogan incompréhensible Merci Ana Maria, on ajoute un numéro de téléphone, un contact, une information sur les adresses, « on aimerait savoir quelles formations ils proposent »*  
(Employés, Martinique)

*« On se demande qui c'est Ana Maria. C'est pas très compréhensible. C'est pas très parlant. On ne sait pas qui elle est, ni d'où elle vient, on comprend pas très bien le message. Zéro, c'est trop global ! »*  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)

*« ça fait comme si c'était Ana Maria de Barcelone a financé Jean-Paul du Pas-de-Calais pour sa formation de fraiseur. C'est pour englober le côté européen, que ce n'est pas forcément ton voisin de palier qui est du même département que toi qui a aidé à payer la formation »*

*(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

#### 4.1.10. Affiche NPDC sur le tramway à Douai et Valenciennes (CSP-Valenciennes)

Cette affiche séduit, tant sur la forme...

- En mineur, certains se souviennent l'avoir vue ;
- Les éléments essentiels sont visuellement bien repérables : tramway, Région, Europe ;
- Et la tonalité générale, notamment les couleurs et les personnages souriants, dégage une touche souriante qui valorise la Région et anime ses habitants d'espoirs quant à son développement ;

*« Je l'ai déjà vue, je la connais par cœur, je l'ai vue à plusieurs reprises, ils mettent les gros points en couleurs pour que ça ressorte bien, on voit Europe, les étoiles, le tramway, fonds structurels on le voit bien, tout est bien mis en valeur, le sourire, les gens qui sourient, il y a du soleil, c'est gai, le bleu, le jaune, les deux générations, bâti pour l'avenir »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

...que sur le fond jugé très compréhensible et hautement valorisé :

- L'aide au financement du tramway apparaît comme une réelle avancée qui valorise les fonds européens en termes d'engagement de proximité, au service des individus, et d'efficacité ;
- Par ailleurs, la présence conjointe et bien visible du logo européen à côté de celui de la Région Nord Pas de Calais rassure sur la prépondérance de la Région dans les décisions la concernant.

*« ça montre bien que l'Europe a fait quelque chose pour ça, le message est clair, ils disent aussi que c'est pour les travaux, l'Europe nous a aidés pour le tramway, il ne faut pas oublier que quand on a besoin d'elle elle est là, l'Europe a contribué à plusieurs projets pas loin de chez nous, si tu viens à Valenciennes tu peux prendre le tramway, ça montre le développement de Valenciennes et de Douai, on voit bien la région dans une couleur différente, les fonds transitent par la région et les projets sont déterminés par la région s'ils rentrent dans le cadre du projet européen il y a financement, ce n'est pas le Parlement européen qui décide de l'aménagement du tramway à Valenciennes : ça reste des décisions régionales, peut-être que la communauté européenne sur des grosses sommes comme ça a quand même son mot à dire, les fonds européens deviennent plus transparents, concrets, utiles »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

#### 4.1.11. *Affiche DOCUP 2000-2006 Martinique (CSP intermédiaire- Martinique)*

Personne ne se souvient de cette affiche peu appréciée à la fois sur la forme... :

- Une prépondérance trop massive de la couleur bleue (même si elle évoque bien l'Europe en un sens) qui noie les autres éléments porteurs de sens : manque de visibilité de la carte de Martinique, photos trop petites notamment ;
- En plus mineur, on fait remarquer que le bleu serait également signe de « *misère* » en Martinique.

*« Le bleu représente bien l'Union européenne, en un coup d'œil ça ne nous interpelle pas un fond bleu, la photo du haut est belle mais ça ne représente rien, c'est un peu triste ce bleu, c'est la misère le bleu : on dit ça chez nous alors que le vert c'est l'espoir, elle n'est pas moche mais bof, un peu agressif ce bleu, il y a beaucoup de bleu, les drapeaux bleus sur le fond bleu, il y a une petite Martinique mais qui est bien discrète, il faut l'agrandir pour bien faire comprendre que ça peut se faire ici »  
(Employés, Martinique)*

... comme sur le fond, avec un message jugé tendancieux, voire manipulateur :

- Si la force d'interpellation directe de la signature « *Vous avez un projet* » fonctionne à plein pour attirer l'attention, de même que les logos des Conseils général et régional qui suggèrent l'idée d'aides au financement de projets personnalisés... ;
- ... le repérage de l'astérisque sur le côté gauche (« *Ces subventions ne s'adressent pas aux particuliers* »), plutôt vus à l'issue d'une seconde exposition, agace totalement car il produit un effet déceptif très marqué, après l'enthousiasme immédiatement perçu au départ ;
- En mineur, resurgissent des questionnements sur la nature des financements proposés : subventions ou prêts à rembourser ?

*« Après lecture on se rend compte que ce n'est pas si inaccessible, pour la création d'entreprise, la photo montre la diversité, le peuple, ça parlait des aides, des fonds européens : si tu as un projet et que tu veux le mener à bien ils existent, c'est tout le monde, les agriculteurs, ouvert à tout le monde, ça s'adresse au peuple, à monsieur tout le monde pour dire qu'ils sont là, qu'ils peuvent donner des moyens, qu'ils peuvent aider, on voit le Conseil général en bas à droite et quand on voit ça en général il y a de l'argent derrière, le Conseil régional, c'est la région »  
(Employés, Martinique)*

*« On ne se sent pas concerné en tant que citoyen, c'est seulement si tu es une association ou un truc comme ça, ils nous font miroiter mais le petit truc avec*

*l'astérisque sur le côté ça casse le rêve car ils disent : cette subvention ne s'adresse pas aux particuliers, c'est la petite mention qui est subtilement sur le côté, si les subventions ne s'adressent pas aux particuliers il ne faut pas mettre ça dans la rue mais dans les associations, les offices du tourisme, le Conseil général, le Conseil régional, les administrations, l'ANPE, ils ont joué les malins en disant : vous pouvez être les bénéficiaires et après il y a un astérisque et il faut retourner l'affiche pour lire cette subvention ne s'adresse pas aux particuliers »*  
(Employés, Martinique)

*« C'est des financements mais deux ans après tu n'as plus d'aide et il faut payer les impôts et si tu ne rentres pas dans tes fonds... »*  
(Employés, Martinique)

#### **4.1.12. Affiche IFOP (CSP intermédiaires, Lorient)**

De l'avis d'une majorité, d'un point de vue formel, l'affiche pêche par un sérieux déficit d'attractivité qui nuit, par ailleurs, à la clarté du message diffusé. La prédominance du bleu permet difficilement de fixer le regard sur les différents éléments qui compose cette affiche, même si la concordance avec l'univers marin et les codes couleurs de l'Union européenne est appréciée.

Sur le fond, l'affiche souffre d'un sérieux manque de clarté à la fois :

- sur les destinataires du message : « vous avez un projet » sous-entend qu'elle s'adresse à tout un chacun, au niveau individuel, mais les participants tardent à pouvoir trancher sur ce point. C'est seulement sur relance et après une seconde visualisation, qu'ils identifient réellement les destinataires (les professionnels de la pêche) ;
- sur le fond cité (IFOP ne renvoie à rien de connu et donne l'impression de venir se surajouter aux précédents fonds évoqués) et les entités mentionnées (DRAM, DDAR, DRAF...),
- sur la dimension européenne : seul le drapeau rappelle qu'il s'agit d'une initiative européenne mais celui-ci manque de visibilité.

*« Elle n'est pas très attirante. Elle est brouillon. Les photos de pêche sont sombres, on a l'impression qu'ils pêchent la nuit, faites appel à l'IFOP » le problème c'est qu'on ne sait pas ce que c'est. On ne sait pas ce que c'est que la DRAM, la DDAR, la DRAF »*  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)

*« Nous, on sait que c'est l'Europe parce qu'on en parle mais personne ne sait que c'est l'Europe. Et le côté drapeau européen grand comme ça alors que pour moi l'IFOP ce n'est pas forcément européen. »*  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)

#### 4.1.13. *Agenda URBAN (jeunes Seine-Saint-Denis)*

Sur le fond, le message est peu différencié et peu percutant, ne permettant pas aux dimensions manquant à l'image spontanée des fonds européens d'émerger et fonctionnant à l'inverse comme un révélateur de ses aspérités les plus caricaturales : le financement des gros travaux :

- Un message peu identifié ou au contenu informatif insuffisamment explicite, qui ne va pas au-delà des constructions permises par les financements européens ;
- Une absence de visibilité de la finalité recherchée et des processus décisionnels ayant présidé au choix de l'Europe d'investir sur tel ou tel chantier, ce qui donne un éclairage kaléidoscopique de ses interventions et crée évidemment de la distance ;
- Une focalisation sur la France qui ne permet pas non plus d'enregistrer une dimension d'ouverture européenne.

*« On voit que ça construit des entreprises, on voit des jeunes, c'est un peu tiré au sort : pourquoi Bastia ?, on ne voit pas le lien, pourquoi pas une autre ville ?, dommage qu'il n'y ait pas plus des références à l'Europe, il n'y a que des exemples français, à part les petites étoiles..., c'est pas dit que c'est financé par l'Union européenne, il faudrait mettre : ici a œuvré machin avec la participation de... »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

Sur la forme, la communication se révèle peu impactante :

- En mineur, un « objet » pratique qui permet une sensibilisation sous une forme originale, mais dans l'ensemble le choix du calendrier ne paraît pas percutant s'il n'est accompagné d'aucune autre forme de sensibilisation préalable ;
- Un manque d'évidence de la réalité des actions menées sur le terrain, à cause de photos jolies mais figées. On suggère le principe de photos avant / après.

*« Le titre est bien, ça accroche, c'est très visuel, une bonne initiative, on peut le poser sur le bureau donc c'est parfait / on ne lit jamais les calendriers comme ça, le support n'est pas forcément bien choisi, pas génial, ça fait un peu trop cadeau promotionnel, on est un peu inondés de calendriers déjà, ça va être noyé dans les calendriers des pompiers, de la Poste, il faudrait que ce soit accompagné d'un événement mais pas donné dans le vide comme ça, personne ne va être au courant avec ça »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« ils disent que les aménagements ont été financés par le FEDER mais qu'est-ce qu'on en sait nous ?, on voit le parc tout joli tout beau mais on ne voit pas*

*avant donc..., il manque un petit texte, qu'on ne voit pas que le résultat, qu'on voit de quoi ils parlent »*  
*(Jeunes, Banlieues du 93)*



Au final, les communications testées fonctionnent plutôt bien pour ce qui est des films audiovisuels dont on apprécie le principe d'une déclinaison de témoignages qui ancrent les fonds européens dans une dimension concrète et de proximité.

Les autres supports semblent en revanche beaucoup moins pertinents en l'état, à part l'affiche du tramway de Douai et Valenciennes qui véhicule ces mêmes dimensions positives.

#### 4.2. Le logo « L'Europe s'engage... » : une signature plébiscitée mais des optimisations souhaitées quant à l'aspect visuel

Dans l'ensemble la signature « *L'Europe s'engage...* » est très appréciée, tandis que l'aspect visuel du logo ne satisfait pas pleinement, en particulier parmi les CSP les plus basses.

Les éléments d'adhésion reposent avant tout sur :

- Les couleurs qui permettent une identification immédiate de l'Union européenne ;
- La signature « *L'Europe s'engage en...* » qui dégage une sensation d'action à la fois financière et concrète sur le terrain, localement, avec l'idée qu'elle devra aussi rendre compte de ses engagements ensuite, ce qui apporte davantage de crédibilité et de poids à ses engagements ;
- Pour une partie des jeunes et des CSP+, un aspect visuel dynamique, fluide, ludique et moderne qui atténue les codes institutionnels classiques.

*« Les couleurs sont fidèles à l'Europe, on voit bien le mot l'Europe, assez jeune, une petite touche jeune, tape à l'œil, le slogan est bon, c'est concret, l'idée de s'engager c'est bien car quel que soit l'engagement il va y avoir des fonds derrière et c'est suivi d'actes »*  
*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Le bleu est connu et met en confiance, il y a une connotation officielle, un sourire se dégage, le s qui dépasse à gauche fait moins figé, c'est l'idée de quelque chose qui vient de l'extérieur, le terme s'engage est positif : on veut des résultats, ça sonne bien, ça fait penser à langage, plus crédible »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Elle s'engage montre qu'elle est présente, c'est une aide, on peut compter sur eux, c'est positif de s'engager, la phrase est bien mais pas le logo, le verbe s'engager est bien, ça fait crédible »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Le slogan est bon, il faut bien regarder et lire le mot s'engage pour la Martinique, la phrase est bonne, on la garde parce que ça dit que l'Europe s'engage en Martinique et c'est déjà quelque chose, ça a du sens, ça nous donne l'impression qu'il y a du concret, c'est dynamique, il y a des promesses et une sensation de dynamisme »  
(Employés, Martinique)*

*« Le slogan est clair et net, c'est tout ce qu'on veut entendre. C'est notre retour sur investissement, c'est un engagement humain, financier, technique, complet. Ça fait du bien »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

Les optimisations concernent avant tout l'aspect visuel auquel on reproche certaines critiques :

- **Un manque de lisibilité de la signature** lié à l'aspect visuel trop massif du « e » qui contrecarre l'idée de proximité ou d'une dimension humaine ;
- **Un « e » farfelu**, justement trop en décalage avec le sérieux attendu d'une entité institutionnelle ;
- **Un manque d'évocation de l'aspect financier / des fonds européens** qui ôte du crédit à la notion d'engagement ;
- Pour certains, des couleurs ternes, **un manque de vitalité générale** ;
- Enfin, à Valenciennes, Lorient et en Martinique, **une absence de représentation visuelle symbolisant la Région** qui pourrait apporter au logo davantage de chaleur et lui faire gagner en proximité.

*« Trop brouillon, pas assez lisible, on change la police de s'engage ou ce e, ça me fait penser à un smiley complètement défoncé, on dirait un pacman, ça a un côté bête, on pense à l'Europe mais pas aux fonds européens, ça ne donne pas l'idée des fonds, s'engage ça n'évoque pas assez l'aspect financier, on devrait dire s'investit, ou l'Europe est acteur, il manque la dimension fonds financiers»  
(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« ça fait un peu ballon de foot, ça fait enzyme glouton, le mot fonds européens doit vite apparaître à côté sinon ça manque, c'est un logo sur l'Europe mais pas sur les fonds européens, l'aspect financier n'est pas évident dans l'expression s'engage, on pourrait mettre l'Europe finance mais on n'aimerait pas donc s'engage c'est mieux si on rajoute quelque part fonds européens »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« Ils auraient du mettre l'Europe en jaune et Nord Pas de Calais aussi, il y a trop de bleu par rapport au jaune, ça ne tape pas à l'œil, ça ne frappe pas, rigide, le E on aurait du mettre le sigle € en jaune pour que ça évoque plus l'engagement financier, là le graphisme fait la piste aux étoiles, on dirait que c'est un e pour engloutir, on dirait pacman, on dirait qu'il va dévorer, un glouton, ça fit un peu dessin animé, pas sérieux, style Foirfouille, misère »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« Ce n'est pas assez chaleureux, il faut des couleurs, là on se dit que c'est calqué, il n'y a pas d'identité, tout le monde dans le même panier, il manque des étoiles pour nous faire rêver, là elles sont tristes, ça donne une image froide, stricte, le slogan il n'y a pas un petit mais derrière ?..., je reste un peu sceptique »  
(Employés, Martinique)*

*« Le logo est trop noyé dans le bleu. Il faudrait faire un contraste avec le fond car c'est trop chargé. Il faudrait enlevé la partie bleue marine en dessous. Y'a une trop grosse masse bleue marine dessous. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« Le E en forme de sourire, il y a un décalage entre la dimension ludique et conviviale et le sérieux de ce qu'on a évoqué, donc la transition est trop rapide, Ce n'est pas crédible par rapport au sérieux. Ca fait Europe mais pas Bretagne, ce n'est pas typé régional et je suis plus pour l'idée de régionalisme de chaque région »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*



En conclusion, les attentes en matière de supports de communication sont transversales :

- Des supports audiovisuels avant tout, avec une déclinaison de spots à l'image de ceux testés : partant de témoignages interpersonnels, comme c'est le cas ici, mais avec une ligne directrice plus lisible, donnant finalement davantage à voir la finalité de l'engagement européen présent en filigrane dans les initiatives illustrées, sans quoi la prolifération de micro-exemples peut créer de la confusion ou produire des effets pervers (éparpillement, manque de cohésion, distance par rapport au dessein poursuivi au niveau communautaire, etc.).
- Mais aussi des supports permettant des rendez-vous plus réguliers avec l'actualité européenne, plus denses en contenu informatif précis, afin de se familiariser avec les différentes initiatives menées par les fonds européens :
  - ✓ Des petites émissions TV hebdomadaires ou des mini-reportages quotidiens, plus étoffés que les spots ;
  - ✓ Un site Internet illustré d'exemples filmés concrets, interactif (principe des questions / réponses), mentionnant des contacts, des liens vers les entités partenaires au niveau régional ou local ;
  - ✓ De la documentation à disposition dans des « maisons de l'Europe » qui fonctionneraient comme des relais informatifs incarnés ou distribuée lors de manifestations événementielles (notamment pour les jeunes).
- Enfin les supports usuels : des affiches, des articles notamment dans les publications des communes (notamment dans le groupe de Guéret), la PQR ou les journaux gratuits.

Par ailleurs, au niveau du contenu des messages diffusés, l'analyse des discours recueillis auprès de nos différentes cibles rappellent la nécessité de :

- clarifier l'émetteur du message à travers, par exemple, un affichage plus important des fonds européens ;
- éclaircir le rôle et le positionnement des fonds européens par rapport aux différentes entités citées dans les différentes communications (Etat, collectivités locales, entreprises, associations, individus) : parce qu'à l'inverse des structures qu'ils aident les fonds européens peuvent difficilement être incarnés, il importe d'inscrire clairement, par un vocable

approprié, les modalités de leur intervention (parle-t-on de financement, de partenariat, de soutien ?) ;

- **choisir plus clairement l'angle d'approche à privilégier** : s'agit-il de susciter à travers les exemples d'initiatives choisis un effet d'entraînement sur un registre « publicitaire » classique (*« si vous avez un projet, vous pouvez recourir aux financements des fonds européens »*), au risque de créer des phénomènes de sur-promesses dommageables? S'agit-il de s'inscrire davantage sur le registre d'une Europe qui rend des comptes ou tout simplement pointer les apports qu'elle offre? En filigrane, se pose indéniablement la question des bénéficiaires de ces fonds et des structures relais, sur lesquels les communications doivent sans aucun doute renseigner davantage les citoyens.



Sur le fond, les thématiques / dimensions auxquelles les cibles sont les plus perméables se déclinent ainsi :

- Pour les jeunes de Seine-Saint-Denis :

- ✓ La thématique de l'accessibilité aux formations et à l'emploi, notamment pour des jeunes de quartiers sensibles, mais sans focalisation excessive ni stigmatisation ;
- ✓ Mais aussi les dimensions relatives à la mobilité au sens large, qu'elle soit professionnelle ou étudiante ;
- ✓ Ainsi que la notion de solidarité transfrontalière, d'entraide et de recherche d'équité et de cohésion ;
- ✓ Une approche valorisant de manière pédagogique la démarche tout autant que l'individu, avec l'idée d'une aide locale, manifeste et appropriée, au-delà du seul soutien financier ;
- ✓ Une inscription dans la temporalité qui crédibilise le poids de l'engagement européen, selon un schéma clair et visible : avant / pendant / après, et donne des perspectives d'avenir dans lesquelles on a envie de se projeter ;
- ✓ Enfin, des messages qui rappellent systématiquement en filigrane les fondamentaux de l'engagement communautaire, afin de permettre une adhésion porteuse de sens.

*« La création d'emplois, les lieux de vie qui attirent les entreprises, le respect de l'environnement, un spot qui commence par les galères d'une personne qui n'arrive pas à trouver un métier et n'a pas de formation et qui voit se fermer la porte à plusieurs reprises et finalement elle va voir l'organisme financé par le FEDER qui le prend en charge pour l'amener vers un travail concret, quelqu'un dans le caca et hop qui s'en sort après, voir tout ce qui a été mis en œuvre, toutes les aides qui ont été proposées, accessibilité, une structure c'est-à-dire que les fonds européens soient concrétisés par un lieu où les gens se rendent »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

*« Union, solidarité, voir des enfants des tous les pays car c'est eux l'avenir et quelque chose qui les amène à un avenir meilleur en utilisant les fonds de solidarité, en créant de nouvelles écoles avec une éducation qui fasse ses preuves, qu'il n'y ait pas d'école de la deuxième chance car on n'en aura plus besoin, européen »*

*(Jeunes, Banlieues du 93)*

- Pour les agriculteurs et artisans de Guéret :

- ✓ La thématique de l'emploi à travers la formation des jeunes notamment aux métiers de l'artisanat ;
- ✓ Une communication axée sur des exemples concrets d'utilisation des fonds (accompagnés de chiffres ou de témoignages) visant à faire émerger auprès du public un sentiment de proximité ;
- ✓ La presse locale comme support de communication privilégié (avec une préférence marquée pour *Le Petit Creusois* et *La Montagne*) dans la perspective de toucher un large public du fait du grand nombre de lecteurs potentiels.

*« Il faudrait payer les artisans pour qu'on forme des jeunes. Voilà ce que j'aimerais voir dans leur communication. La transmission des savoirs. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« moi j'aime bien les chiffres, parce que j'associe ça aux actions qui sont entreprises. Donner des cas précis et concrets. Entendre l'histoire de quelqu'un c'est bien fait car moi j'aime bien quand il y a des témoignages, des petites histoires concrètes. Moi j'aime bien quand il y a plus de transparence. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

*« la presse quotidienne surtout .Moi je dirais plutôt les journaux locaux, Le Petit Creusois ou La Montagne, le quotidien régional, c'est le meilleur moyen je pense. »  
(Agriculteurs et artisans, Guéret)*

- Pour les CSP+ de Grenoble :

- ✓ La thématique de l'emploi, à travers la mobilité professionnelle transfrontalière notamment ;
- ✓ La thématique environnementale ;
- ✓ Le soutien aux initiatives économiques relatives aux technologies de pointe pour lesquelles la coopération communautaire est acquise ;
- ✓ La dimension solidaire et le soutien aux zones / personnes défavorisées ;
- ✓ Et comme pour les jeunes, un ancrage visible dans la temporalité et non dans la ponctualité des actions ;
- ✓ Avec une inscription plus évidente dans les fondamentaux de l'engagement européen, pour intensifier le sens des communications émises.

*« L'emploi, l'environnement, la solidarité, l'innovation, le soutien aux initiatives associatives, l'Abbé Pierre car l'Europe doit plus aider les pauvres,*

*pour l'avenir, la formation d'un jeune pour le côté intergénération, la préservation de l'environnement car c'est dans le temps »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

*« s'engage, promouvoir, comme un lanceur de poids sur une vague pour l'élan, l'Europe s'engage et après l'explication d'un cas concret et le nom du fond européen, des exemples concrets avec des personnes qui s'expriment, faire aussi parler des gens plus âgés, pas que des jeunes, dire l'Europe a fait en sorte que..., du bleu avec des étoiles jaunes porteuses d'espoir et un petit prince avec une baguette magique, des étoiles qui tourbillonnent avec le nom du projet et du fond, Europe, fierté d'être européen, briser l'individualisme, double nationalité, renforcer le sentiment d'appartenance, la fusée Ariane sur une affiche pour dire qu'il y a beaucoup de pays réunis pour la construire, garder des sous-titres en allemand ou dans une autre langue européenne, un ton pas infantilisant, pas trop euphorisant, dynamique, jeune comme le ton des spots audio »  
(Cadres supérieurs, Grenoble)*

- Pour les CSP intermédiaires de Lorient :

- ✓ Les thématiques de l'emploi et de la formation professionnelle mais également une communication orientée autour des thèmes plus locaux comme la pêche et l'agriculture ;
- ✓ L'élaboration d'un site Internet sur lequel serait référencé l'ensemble des informations relatives aux fonds européens, visant par là même à faciliter l'accès à ces informations ;
- ✓ Le drapeau européen comme l'image la plus représentative de l'Union européenne dans la mesure où placer ce symbole connu de tous sur n'importe quel support de communication permettrait une identification facile de l'Union européenne.

*« Les thèmes de l'emploi et la formation, l'agriculture, la pêche »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

*« Un spot TV pour dire d'aller voir tel site Internet. Je suis assez d'accord quelque chose de visuel, spots télé et affiches, comme le dernier qu'on a vu, c'est un exemple très concret, et un lien Internet »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

*« Le drapeau estampillé sur des produits qui ont bénéficié d'une aide, que l'entreprise affiche qu'elle est aidée, ce serait intéressant de le savoir. Sur les produits du commerce, s'il y a eu une aide ou une participation, on voit marque déposée, qu'on puisse voir le logo européen et le drapeau. »  
(Employés et professions intermédiaires, Lorient)*

- Pour les CSP- de Valenciennes, comme pour les CSP intermédiaires- de Martinique :

- ✓ La thématique de l'emploi, de la formation notamment professionnelle, et de l'aide aux reconversions ou à la concrétisation de projets individuels, à destination des jeunes comme des adultes ;
- ✓ Le soutien aux actions de grande envergure visant à vitaliser des territoires en crise, en insistant sur l'effet d'entraînement de telles initiatives (les transports, l'aménagement de zones d'activités, ou en Martinique les structures sociales et hospitalières) ;
- ✓ Une visibilité plus évidente de l'engagement micro et/ou social des fonds européens, avec une valorisation des bénéfices directs pour les citoyens ;
- ✓ Spécifiquement en Martinique, une réassurance plus forte sur le suivi des actions menées pour contrecarrer la méfiance vis-à-vis des acteurs institutionnels locaux qui entache la crédibilité des initiatives conduites par les fonds européens ;
- ✓ Ainsi qu'une attention aux thématiques de l'équité de traitement en tant que DOM par rapport aux initiatives menées en métropole par exemple.

*« Aide, soutien, financement, l'Europe est là pour vous aider, réhabilitation, taux zéro, emploi, réinsertion, environnement, rénovation, formation »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« L'Europe est là pour nous aider nous, même nous on y a droit par la création d'entreprise, tout ce qu'il est possible de faire et où est-ce qu'il faut aller se renseigner, du concret »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« il y a aussi des réalisations qui touchent un plus grand nombre de personnes : le transport, les réhabilitations de quartiers, ça peut être une aide dans la vie quotidienne de chacun »  
(Ouvriers et employés, Valenciennes)*

*« la formation professionnelle, la création d'entreprise, le social, les aides aux voyages, le travail, tout ce qui touche aux jeunes, dynamisme, avenir, réalisation, autonomie, progrès, durée, projet, pérennité, accompagnement »  
(Employés, Martinique)*

*« la proximité, être à l'écoute, citer des exemples locaux bien concrets, que les gens voient bien ce qui se passe ici, des choses que les gens connaissent déjà, leur parler de choses qu'ils connaissent mais dont ils ne savent pas la provenance de l'argent, l'accompagnement dans les démarches parce que très*

*souvent on ne sait pas comment faire et on baisse les bras, montrer qu'avec un bon accompagnement on peut avancer quel que soit le projet désiré »  
(Employés, Martinique)*